

INTÉGRATION DES ACTEURS INFORMELS

DANS LE CADRE DES PROJETS
DE GESTION DES DÉCHETS
DANS LES PAYS ÉMERGENTS



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES PROJETS PRÉSENTÉS DANS LE GUIDE



Liste des contributeurs

Agence Française de Développement (L. Blanc Vigne, E. Cathelineau, J. Plourde-Dehaumont, R. Dissaux, J. Dupuis, Y.H. Fellahoglu, D. Gauthier, M. Grignon, S. Joachim, C. Josselin, C. Janot, M. Lhour, C. D. Peretti, M. Matar, N. Mountassir, A. Monteiro, E. Tressens, A. Weber), **Banque Mondiale** (P. Cohen, V. A. V. Hong, N. Sinno), **Bureau International du Travail** (S. Diouf), **Chintan India** (B. Chaturvedi), **District Autonome du Grand Lomé** (K. Enoumodji), **ENDA Vietnam** (N. T. H. Linh), **Entrepreneurs du Monde** (J. Boissinot), **Environnement 360** (C. Aziz), **Expertise France** (F. Quertamp), **Fundation Avina** (G. Roque, L.S. Cagiao), **GRET** (H. Bromblet, J. Garnier, F. Marchadour), **Proparco** (I. Besseghiri, C. Richard), **Sevenatha Urban Resource Center** (J. Kananke), **Sure We Can** (C. Pastore), **TerraCycle Foundation** (Z. Gilani), **Unité de Coordination de la Gestion des déchets solides du Sénégal** (M. K. Sarr), **Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing** (S. Dias), **Experts déchets** (M. Durand, A. Pierrat).

dont social and inclusive business : **Coliba** (G. Ehimegbe), **Eazy waste Ghana** (E. Nartey-tetteh), **Green Mining** (R. Oliveira), **Hasiru Dala** (R. Malur), **Inclusive Waste Recycling iWrc** (M. Maggio), **Kabadiwalla Connect** (S. Hande), **Mr. Green Africa** (K. Smith).

Nos remerciements à toutes ces personnes qui ont permis la réalisation de ce guide.

Crédit photo couverture : Archipel - Date de publication : novembre 2021 - Graphisme : Luciole

Commanditée par le groupe AFD et prise en main par la division ville durable (équipe gestion des déchets)

Ce guide méthodologique, a été rédigé à la demande conjointe des experts environnementaux et sociaux (AES) et des Responsables Équipe Projet de l'Agence Française de Développement (VIL) et en charge de projets de gestion des déchets. Il a pour objectif de mettre en lumière les bonnes pratiques permettant de collaborer avec les acteurs informels présents sur la filière de traitement des déchets (récupérateurs et pré-collecteurs) dans les zones d'intervention de l'AFD. La cellule Social inclusive Business (SIB) de l'AFD a apporté son appui à l'élaboration de ce guide qui entend promouvoir une approche innovante et inclusive de ceux que l'on appelle communément les chiffonniers. Les solutions identifiées portent à la fois sur :

- Les possibilités d'intégration du secteur informel dans la filière de gestion des déchets : services municipaux, entreprises de recyclage/pré-collecte, modèles innovants, etc.
- La reconversion de ces chiffonniers lorsque leur intégration dans la chaîne de valeur n'est pas envisageable.
- Le traitement des populations vulnérables, femmes, enfants, groupes communautaires en particulier.

Grâce à près de 60 entretiens réalisés dans 20 pays (liste ci-après), 10 bonnes pratiques ont été identifiées. Elles apportent un nouvel éclairage et des solutions innovantes à des problèmes complexes. Ce guide a été construit dans une approche pragmatique. Il entend présenter et caractériser ces pratiques, en les illustrant par des cas concrets et inspirants.

Ce guide a été réalisé par le cabinet de conseil Archipel&Co et commandité par l'Agence Française de Développement.

Table des matières

MÉTHODOLOGIE ET REMERCIEMENTS	2
PRÉAMBULE	6
PARTIE 1 : RÔLE ET PLACE DES ACTEURS INFORMELS DANS LA GESTION DES DÉCHETS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT	8
D'ici 2050, la production mondiale de déchets augmentera de 70 %, notamment du fait de l'urbanisation rapide des pays émergents	10
Une réalité incontournable mais difficilement quantifiable avec précision	11
Une équation très complexe qui explique l'inertie autour du sujet	13
Qui sont les acteurs informels des déchets ?	14
De nombreuses organisations au service de l'accompagnement des acteurs informels	15
Les pistes de solutions : diagnostic, stratégie & gouvernance, modèle opérationnel	16
Dix bonnes pratiques des Objectifs de Développement Durable et des Normes environnementales et sociales	17
PARTIE 2 : DIAGNOSTIC, STRATÉGIE & GOUVERNANCE, MODÈLES DE MISES EN ŒUVRE	18
DIAGNOSTIC :	
Définir le champ des possibles et les leviers d'optimisation	20
Bonne pratique 1 : Comprendre la pluralité et la dynamique des acteurs informels pour définir le champ des possibles	21
Illustration 1 : Expertise France (Vietnam)	23
Illustration 2 : Étude de la filière déchets par le GRET (Togo)	24
Bonne pratique 2 : Analyser la chaîne de valeur notamment à travers des outils digitaux, pour mieux évaluer les potentiels d'optimisation	25
Illustration 3 : Kabadiwalla Connect (Inde)	27
Illustration 4 : Eazywaste Ghana (Ghana)	28
STRATÉGIE & GOUVERNANCE :	
Co-construire, fédérer et renforcer les parties prenantes	29
Bonne pratique 3 : Co-définir la stratégie avec les parties prenantes décisionnaires	30
Illustration 5 : Décharge de Mbeubeuss (Sénégal)	32
Illustration 6 : District autonome du Grand Lomé (Togo)	33
Bonne pratique 4 : Établir des structures intermédiaires avec les acteurs informels et/ou renforcer leur gouvernance	34
Illustration 7 : Centre d'enfouissement technique à Kano (Nigeria)	35
Illustration 8 : Environment 360° (Ghana)	36
Illustration 9 : Woman in informal employment, globalizing and organizing (Brésil)	37

LES MODÈLES DE MISE EN ŒUVRE :	
Réussir le pilotage de programmes d'intégration et de reconversion	38
Bonne pratique 5 : Le modèle contractuel : créer des statuts protecteurs et opérationnels	39
Illustration 10 : Système de gestion des déchets de Bogota (Colombie)	41
Illustration 11 : Sure we can (États-Unis)	42
Illustration 12 : Hasiru Dala (Inde)	43
Illustration 13 : Le GRET et la municipalité de Brazzaville (Congo-Brazzaville)	44
Bonne pratique 6 : Le système commercial : proposer des systèmes de rémunération conciliant attractivité et pérennité	45
Illustration 14 : Mr Green Africa (Kenya)	47
Illustration 15 : Plastic Bank (Haïti, Philippines, Brésil et Indonésie)	48
Bonne pratique 7 : Le modèle opérationnel : améliorer le service en digitalisant certaines opérations	49
Illustration 16 : Coliba (Côte d'Ivoire)	51
Illustration 17 : Inclusive Waste Recycling – IWRC (Brésil)	52
Illustration 18 : Green Mining (Brésil)	53
Bonne pratique 8 : Renforcer l'attractivité des métiers du déchet	54
Illustration 19 : Fondation Avina (Mexique)	56
Illustration 20 : TerraCycle Thai Foundation (Thaïlande)	57
Bonne pratique 9 : Soutenir l'accès à de nouvelles activités génératrices de revenus	58
Illustration 21 : Fermeture de décharges et plans de reconversion (Togo et Éthiopie)	60
Bonne pratique 10 : Proposer un accompagnement spécifique pour les populations les plus vulnérables	61
Illustration 22 : Enda Tiers-Monde (Vietnam)	62
Illustration 23 : Chintan India (Inde)	63
ANNEXE : BOÎTE À OUTILS	64
Outil #1 : Un questionnaire pour comprendre la pluralité et la dynamique des acteurs informels	66
Outil #2 : Construire des personae, un outil de cartographie des acteurs informels du secteur des déchets	69
Outil #3 : Une cartographie des acteurs informels pour comprendre le champ des possibles	70
Outil #4 : Une méthodologie pour interroger les acteurs informels sur leurs attentes prioritaires	71

Qu'on les nomme chiffonniers, cartoneros, pepanadores, zabbalin ou ragpickers, historiquement et dans la plupart des sociétés, ce sont les plus pauvres qui ont pris en charge la gestion des déchets auprès des ménages, en particulier ceux des classes moyennes et aisées. Ces particuliers devenus « petits opérateurs privés » informels - récupérateurs de déchets, marchands grossistes, négociants, etc. - représentent entre 15 et 20 millions de travailleurs dans les pays en développement.

Ces chiffonniers/récupérateurs interviennent à plusieurs niveaux de la chaîne de valeur de gestion des déchets : la pré-collecte en porte à porte auprès des ménages ; la collecte de matériaux (plastiques, papiers/cartons, etc.) dans la rue et sur les marchés ; le tri et la préparation du déchet pour sa valorisation sur les décharges sauvages ou contrôlées.

L'AFD intervient de manière croissante dans le financement de projets de gestion des déchets sur tous les maillons de la filière : pré-collecte, collecte, centres de regroupement, centres de transfert, unités de tri et exutoires finaux. Elle finance notamment des projets de fermeture et de réhabilitation d'anciennes décharges non contrôlées, ainsi que la construction de plusieurs centres d'enfouissement techniques (CET). Ces CET sont le plus souvent éloignés des anciennes décharges, du fait des difficultés croissantes à trouver du foncier près des villes.

Les principaux risques sociaux des projets de gestion des déchets sont la perte de revenus et la dégradation des conditions de vie des chiffonniers. Aussi, les bailleurs de fonds ont intégré dans leurs mesures de sauvegardes environnementales et sociales la nécessité d'instaurer des plans de restauration des moyens de subsistance (PRMS) pour toutes les personnes affectées par un projet, y compris les travailleurs informels.

Parallèlement, de nombreuses initiatives – venant plutôt du secteur privé et associatif – essaient de transformer ce risque en opportunité : les récupérateurs et



Photographie : Ezra Acayan/AFD

pré-collecteurs sont des acteurs clés de la filière de tri/recyclage, et, donc de la mise en place de logiques d'économie circulaire sur un territoire.

Mieux appréhender les solutions et retours d'expérience pour intégrer ces récupérateurs à la chaîne de valeur de traitement des déchets ou à l'économie du tri/recyclage constitue un des grands défis de l'AFD et de ses contreparties.

L'enjeu est avant tout opérationnel. Il s'agit de concilier plusieurs dimensions parfois contradictoires : coût et qualité du service, protection et inclusion des travailleurs informels, respect des droits humains et lutte contre le travail des enfants notamment, prise en compte des enjeux environnementaux, lutte contre la corruption et les logiques mafieuses.

Malgré une complexité apparente, il existe de nombreuses bonnes pratiques en termes d'intégration et de reconversion des chiffonniers, qui, permettent d'enclencher une réelle dynamique d'amélioration de leurs conditions de vie.

La première partie de ce guide s'attachera à décrire le rôle et la place de ce secteur informel dans la gestion des déchets et à en cerner les enjeux.

La deuxième partie est articulée autour de la présentation de dix bonnes pratiques visant à illustrer le propos. Ces retours d'expérience et outils sont structurés en trois grandes thématiques :

L'IMPORTANCE DU DIAGNOSTIC POUR IDENTIFIER LES LEVIERS D' ACTIONS

Il est extrêmement difficile d'obtenir des données statistiques fiables. Néanmoins, un travail de terrain approfondi doit permettre d'aboutir à :

- La caractérisation des acteurs de la filière de gestion des déchets ainsi que des relations et dynamiques qu'ils entretiennent. La conduite d'enquêtes socio-économiques permet d'évaluer les possibilités d'intégration voire de reconversion des informels.
- L'analyse des potentiels leviers d'actions. Il s'agit de comprendre l'organisation de la chaîne de valeur, l'articulation entre acteurs, la répartition de la valeur économique entre chaque segment de la filière de collecte/traitement/recyclage des déchets pour identifier les améliorations à apporter.

La réalisation de diagnostics est présentée dans la partie 1 du guide.

LA NÉCESSITÉ D'UNE GOUVERNANCE PARTAGÉE POUR CO-DÉFINIR UNE STRATÉGIE D'INCLUSION AVEC LES PARTIES PRENANTES CLÉS ET APPUYER LES PLUS FRAGILES

Une fois le diagnostic réalisé, il est nécessaire de pouvoir fédérer des parties prenantes aux enjeux différents, voire contradictoires au premier abord, autour d'une stratégie partagée et réaliste.

Au-delà d'un cadre formel de partenariat - notamment avec des collectivités locales qui exigent par définition une coordination - il est important de pouvoir créer un mécanisme de gouvernance collective afin de :

- Aligner les visions stratégiques : Les intérêts des différents acteurs en présence sont a priori souvent divergents. Le modèle d'organisation choisi doit permettre de trouver un équilibre entre rentabilité économique et impact social.
- Assurer une cohérence territoriale du service.
- Capitaliser sur les expertises et les ressources de chaque partie prenante et de mutualiser les efforts financiers, logistiques et politiques.

Parties prenantes indispensables d'un projet de gestion des déchets, les acteurs du secteur informel n'ont pas forcément d'organe de représentation. Il est donc nécessaire de travailler à la structuration de la gouvernance de ces acteurs de manière à concilier une logique de participation – la prise en compte de leur intérêt et de leurs voix – et une logique d'efficacité – la possibilité d'un dialogue effectif avec des instances représentatives.

La mise en place de mécanisme de gouvernance et de stratégie partagée fait l'objet de la partie 2 du guide.

L'ARTICULATION ENTRE DES MODÈLES D'INTÉGRATION ET DE RECONVERSION POUR RÉPONDRE AUX DIFFÉRENTS ENJEUX DU SERVICE ET DES TRAVAILLEURS INFORMELS

Cette partie du guide s'attache à décrire les solutions à mettre en œuvre pour prendre en compte le secteur informel dans les projets de gestion des déchets. Pour la clarté du guide, les actions de reconversion et les actions d'intégration ont été distinguées.

Cette partie décrit plus spécifiquement des modèles contractuels, commerciaux, et opérationnels susceptibles de favoriser l'intégration des travailleurs informels dans la gestion des déchets. À défaut de pouvoir être intégrés, le guide propose des pistes pour améliorer l'efficacité des programmes de reconversion de ces chiffonniers.

La partie 3 porte sur l'analyse des modèles de mise en œuvre de reconversion et d'intégration.



PARTIE 1

**Rôle et place
des acteurs
informels**
dans la gestion
des déchets
dans les pays
en développement

D'ici 2050, la production mondiale de déchets augmentera de 70 %, notamment du fait de l'urbanisation rapide des pays émergents¹

DANS LA MAJEURE PARTIE DES PAYS DU SUD, LA GESTION DES DÉCHETS URBAINS RESTE UN DÉFI CONSIDÉRABLE.

D'après l'UNEP², dans les pays émergents, en moyenne, seuls **50 % des déchets urbains sont collectés**, sans qu'ils soient pour autant stockés et éliminés de manière durable et conformément aux standards environnementaux internationaux.

Cette situation s'explique avant tout par le coût élevé de la gestion des déchets pour les municipalités qui ne disposent en général pas de budget conséquent : jusqu'à **20 %¹ de leur budget municipal est consacré à la gestion des déchets dans les pays émergents (contre 4 % pour les villes des pays riches)**.

Par conséquent, les villes optent pour les solutions les moins coûteuses à court terme. La Banque Mondiale considère que **90 % des déchets sont déversés dans des décharges sauvages ou brûlés¹**.

Sans solution coordonnée par les pouvoirs publics dans de nombreux pays émergents, la logique informelle prédomine dans la gestion des déchets. En effet, actuellement, si le secteur de la gestion des déchets représente près de **20 millions de travailleurs dans le monde⁴**, soit moins **1 % de l'emploi urbain des pays émergents⁵**, la majorité sont des informels.

Les travailleurs informels de la gestion des déchets sont définis comme « les personnes ou entreprises qui participent à des activités de recyclage et de gestion des déchets qui ne sont pas parrainées, financées, soutenues, organisées ou reconnues par les autorités officielles chargées des déchets solides, ou qui opèrent en violation ou en concurrence avec les autorités officielles »³. Les profils et les situations sont très divers en fonction de leur positionnement dans la chaîne de valeur de la filière.

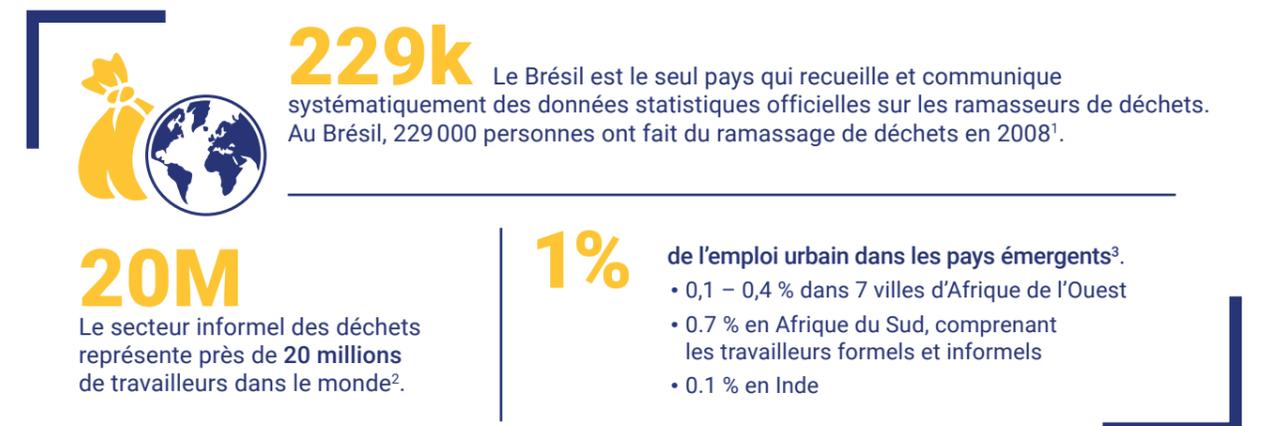


Photographie : Mélanie Grignon

Leurs activités de collecte, de tri, de récupération et de transformation font des informels des acteurs clés de la filière. Ils sont le plus souvent majoritaires sur le segment collecte/pré-collecte. Selon une étude réalisée par GIZ et CWG, **dans de nombreuses villes du Sud, c'est le secteur informel qui effectue 50 à 100 % de la collecte³**.

Une réalité incontournable mais difficilement quantifiable avec précision

Si l'on sait que des millions de personnes dans le monde gagnent leur vie grâce au recyclage ou à la réutilisation des déchets, il est difficile d'obtenir des données statistiques fiables, notamment parce qu'une grande partie d'entre elles travaillent dans l'informalité. Pour autant, quelques chiffres clés permettent de mieux appréhender le poids du secteur informel dans la gestion des déchets :



LE SECTEUR INFORMEL, UN ACTEUR ÉCONOMIQUE INCONTOURNABLE DE LA COLLECTE DES DÉCHETS DANS LES VILLES DU SUD.

- **76 %** des ramasseurs de déchets disent que leurs principaux acheteurs sont des entreprises formelles⁴.
- Entre un quart et la moitié fournissent également des matériaux recyclables aux entreprises informelles, aux particuliers et au grand public⁴.

	LE CAIRE	LIMA
Secteur formel	13% 430 000 T	0,3% 10 000 T
Secteur informel	30% 980 000 T	19% 530 000 T

¹ Kaza, Silpa; Yao, Lisa C.; Bhada-Tata, Perinaz; Van Woerden, Frank. 2018. What a Waste 2.0: A Global Snapshot of Solid Waste Management to 2050. Urban Development, Washington, DC: World Bank. © World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/30317> License: CC BY 3.0 IGO

² Programme des Nations unies pour l'environnement (2015), Global Waste Management Outlook, UNEP, Nairobi.

³ CWG – Collaborative Working Group. GIZ - Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit. The Economics of the Informal Sector in Solid Waste Management. © CWG, GIZ 2011

⁴ Including the Excluded: Supporting Informal Workers for More Equal and Productive Cities in the Global South, Martha A. Chen and Victoria A. Beard, World Resources Institute, 2018

⁵ Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture (ILO-WIEGO 2013)

¹ Dias, Sonia. 2011. Statistics on Waste Pickers in Brazil.

² Including the Excluded: Supporting Informal Workers for More Equal and Productive Cities in the Global South, Martha A. Chen and Victoria A. Beard, World Resources Institute, 2018

³ Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture (ILO-WIEGO 2013)

⁴ Étude de suivi de l'économie informelle (IEMS), projet dirigé par WIEGO en 2012 dans 10 villes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine

LE SECTEUR INFORMEL DES DÉCHETS REGROUPE DES POPULATIONS PARTICULIÈREMENT VULNÉRABLES, SOUVENT DES FEMMES, DES ENFANTS OU DES MIGRANTS

FEMMES

Des femmes globalement moins formalisées que les hommes.

Au Brésil, les femmes ne représentent que 20 % des travailleurs des déchets sous contrat formel, mais 56 % des travailleurs des déchets organisés en association ou coopérative¹.

MIGRANTS

Des hommes jeunes, souvent fortement marginalisés.

À Bangalore, en Inde, 77 % des travailleurs des déchets « migrants » ont entre 18 et 40 ans, et 72 % d'entre eux sont des hommes (contre 41 % pour les travailleurs des déchets « locaux »).

ENFANTS

Les enfants qui travaillent dans le secteur informel des déchets contribuent de façon non négligeable aux revenus de leur ménage.

- À Calcutta, en Inde, ces enfants contribuent à 30-40 % des revenus du ménage.
- En Tanzanie, les enfants de 6-12 ans gagnent 10-25 % du revenu d'un adulte, tandis que ceux de 13-16 ans peuvent gagner jusqu'à la moitié².



Photographie : Mélanie Grignon

Une équation très complexe qui explique l'inertie autour du sujet

UNE URGENCE À AGIR

Selon la Banque Mondiale, si rien ne change, la production mondiale de déchets augmentera de 70 % en une trentaine d'années, passant de 2,0 milliards de tonnes en 2016 à 3,4 milliards de tonnes par an d'ici 2050¹.

Cette augmentation, en lien direct avec l'urbanisation rapide des pays émergents, met en avant l'importance cruciale de la gestion des déchets pour un développement urbain sain et inclusif.

DES POINTS DE VUE POLARISÉS, À LA FOIS EN TERMES OPÉRATIONNELS ET POLITIQUES, QUI EXPLIQUENT UNE CERTAINE INERTIE

La prise en compte du secteur informel est un sujet politique, économique et social, complexe, à la fois sur le plan opérationnel et politique.

Les travailleurs informels sont des acteurs incontournables de la gestion des déchets car ils prennent de facto en charge un service essentiel. Mais ces travailleurs qui font souvent partie des populations les plus précaires des villes, et parfois d'origine étrangère, travaillent dans des conditions difficiles. Travail des enfants, zone de non-droit, logique mafieuse y sont des phénomènes fréquemment rencontrés, et les autorités n'ont pas toujours les ressources pour remplacer le système existant. L'inertie politique perdure ainsi tant que les solutions concrètes, permettant de gérer la forte augmentation des quantités de déchets dans des conditions décentes, et malgré des contraintes financières fortes, n'apparaissent pas.

Ces difficultés sont amplifiées par la polarisation politique et idéologique vis-à-vis du secteur informel de la part des décideurs publics et privés. En effet, deux points de vue s'opposent, présentés dans le tableau ci-dessous :

	Approche défavorable	Approche favorable
La contribution économique	<ul style="list-style-type: none"> • Une forte concurrence entre secteurs formel et informel. Pour les entreprises de collecte rémunérées à la tonne déposée en décharge, le secteur informel est un concurrent non seulement direct mais surtout perçu comme déloyal, compte tenu de l'absence de cotisations sociales et/ou fiscales à sa charge. Aussi, les conflits d'appropriation des gisements de déchets, notamment ceux ayant la plus forte valeur marchande, se multiplient. • Une corruption omniprésente. L'informalité alimente largement la corruption. 	<p>Une forte utilité économique pour les villes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Par leur travail de récupération, les acteurs informels détournent une partie non négligeable des flux de déchets, ce qui permet aux municipalités d'économiser 15 à 20 % du budget annuel dédié aux déchets solides² en frais de collecte, transport et élimination.
La contribution environnementale	<ul style="list-style-type: none"> • Un risque sanitaire et environnemental. Les pratiques informelles de traitement et de stockage des déchets collectés augmentent les risques sanitaires et environnementaux (polluants issus des D3E, manque de protection des sols et des eaux dans les zones de stockage, etc.). 	<p>Les acteurs quotidiens de l'économie circulaire : Les taux de recyclage atteints par les travailleurs informels sont particulièrement élevés et parfois meilleurs que ceux du secteur formel.</p>
La contribution sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Une grande précarité sociale et une forte dépendance à la collecte des déchets. Le manque de formation académique et professionnelle des travailleurs informels les rend par ailleurs peu mobiles sur le marché du travail. • Des discriminations incessantes à l'encontre des travailleurs du déchet. 	<p>Améliorer plutôt qu'éliminer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La gestion informelle des déchets est une source de revenus pour près de 1 % de la population active urbaine des pays émergents³. • Certains travailleurs informels exercent leur activité depuis plusieurs dizaines d'années. • Il est à ce titre plus efficace et plus pertinent de s'appuyer et d'améliorer les logiques de débrouille existantes plutôt que de chercher à les interdire.

¹Dias, Sonia. 2011. Statistics on Waste Pickers in Brazil.

²Addressing the Exploitation of Children in Scavenging (Waste Picking): a Thematic Evaluation on Action on Child Labour, A global report for the ILO, 2004

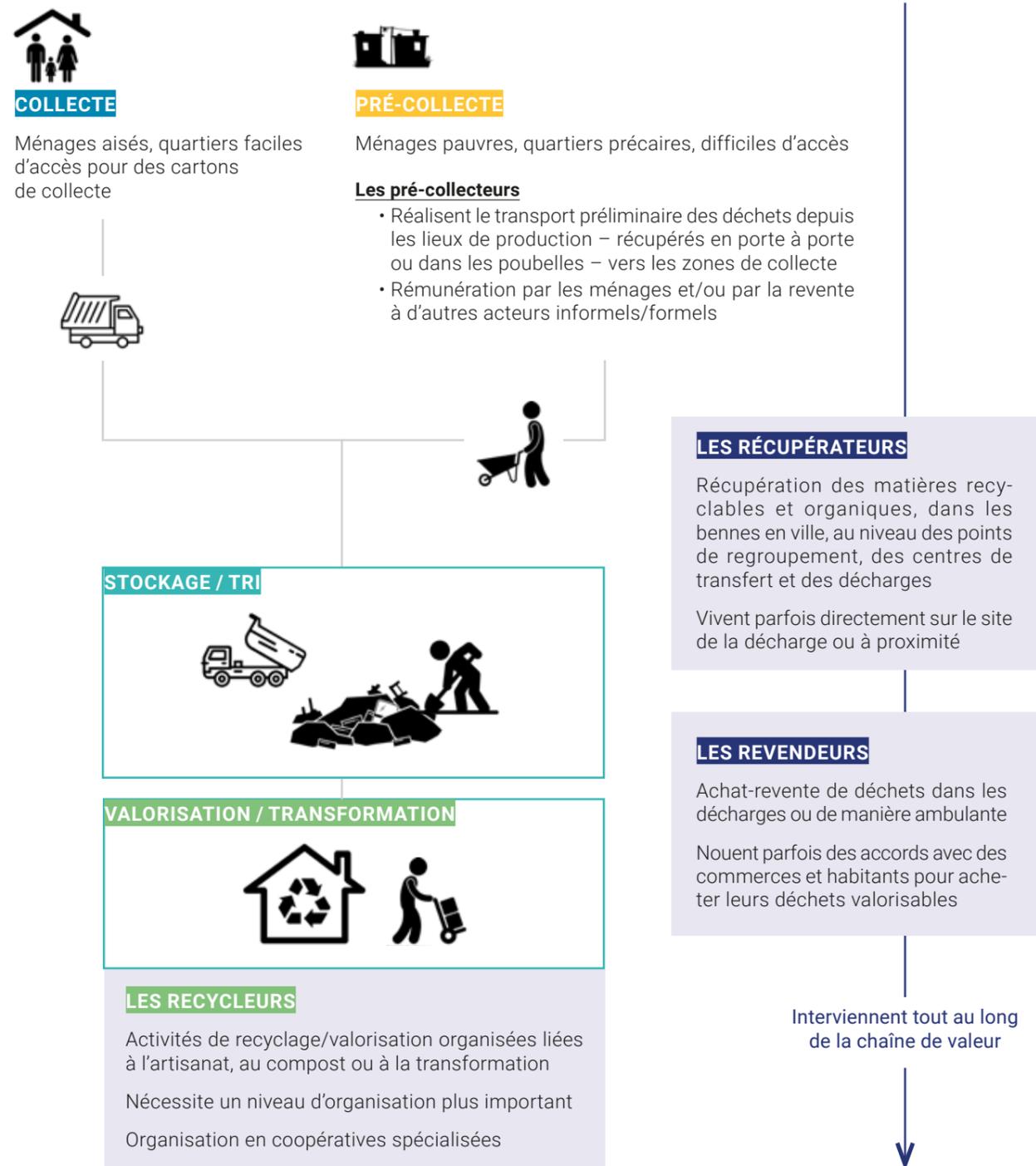
¹Kaza, Silpa; Yao, Lisa C.; Bhada-Tata, Perinaz; Van Woerden, Frank. 2018. What a Waste 2.0 : A Global Snapshot of Solid Waste Management to 2050. Urban Development, Washington, DC: World Bank. © World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/30317> License: CC BY 3.0 IGO

²Dr Sanjay, K Gupta. 2012. Intégrer le secteur informel pour une meilleure gestion des déchets. Secteur privé & Développement.

Qui sont les acteurs informels des déchets ?

PANORAMA DES MÉTIERS SELON LA CHAÎNE DE VALEUR DE GESTION DES DÉCHETS

Une chaîne de valeur fragmentée qui rend plus complexe la prise en compte du secteur informel.



De nombreuses organisations, au service de l'accompagnement des acteurs informels

De nombreux acteurs locaux et internationaux sont confrontés aux problématiques liées à la prise en compte des acteurs informels du secteur des déchets.

LES BAILLEURS DE FONDS ET AGENCES PUBLIQUES

Ils contribuent au lancement et à l'accélération de programmes de soutien aux acteurs informels des déchets, via des projets de recherche ou d'accompagnement.

LES ONG ET ASSOCIATIONS

- Elles jouent un rôle clé à plusieurs niveaux :
- Initiatives de plaidoyer en faveur de la reconnaissance des droits des travailleurs informels.
 - Soutien de terrain en réponse aux besoins essentiels : accès à un logement décent, à de l'aide alimentaire, à l'éducation, etc.
 - Accompagnement professionnel : bilan de compétences, formation, identification d'opportunités professionnelles.

LES INITIATIVES DANS LE SOCIAL AND INCLUSIVE BUSINESS

- Un secteur qui concentre un nombre croissant d'organisations différentes :
- Autonomes financièrement.
 - Au service des populations les plus vulnérables, comme les collecteurs de déchets.
 - Qui ont la capacité d'apaiser les tensions fréquentes liées à la gestion des déchets.
 - Qui favorisent le passage à l'échelle et la formalisation de chaînes de valeur responsables.



Garantir l'accès des travailleurs informels aux déchets et faire reconnaître leur contribution à la gestion des déchets

L'un des enjeux des acteurs informels est de peser dans le dialogue avec les parties prenantes et d'influencer l'opinion publique et politique, dans le but de faire reconnaître leurs droits : selon l'IEMS, 73 % des collecteurs informels estiment que l'accès aux déchets est un problème modéré ou majeur¹, et ce alors que 65 % d'entre eux déclarent que leurs revenus constituent la source principale d'argent du ménage.

¹ Étude de suivi de l'économie informelle (IEMS), projet dirigé par WIEGO en 2012 dans 10 villes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine

Les pistes de solutions : diagnostic, stratégie & gouvernance, modèle opérationnel

Il n'existe pas de solution unique, mais un ensemble de bonnes pratiques, qui, bien articulées, peuvent permettre d'enclencher une dynamique positive d'amélioration des conditions de vie du secteur informel. Ces solutions ne sont jamais exclusives, mais elles comprennent à la fois des logiques d'intégration et des actions de reconversion.

Trois dimensions doivent donc être articulées, et sont développées dans ce guide :

DIAGNOSTIC : L'IMPORTANCE DES ANALYSES POUR DÉFINIR LE CHAMP DES POSSIBLES ET IDENTIFIER LES LEVIERS D'OPTIMISATION.

Il s'agit de comprendre le champ des possibles - identifier qui peut être intégré / être reconverti - et les leviers d'optimisation opérationnelle, en procédant à un double diagnostic : une analyse socio-économique des profils et des dynamiques des acteurs, complétée par une analyse quantifiée de la chaîne de valeur. C'est le sens de la démarche de diagnostic, présentée dans la partie 1 du guide.

STRATÉGIE & GOUVERNANCE : CO-DÉFINIR LA VISION ET LA FEUILLE DE ROUTE AVEC LES PARTIES PRENANTES CLÉS, DONT LES PLUS FRAGILES DOIVENT ÊTRE APPUYÉES

Au-delà du diagnostic, il est indispensable de fédérer des parties prenantes aux enjeux différents, voire contradictoires, autour d'une vision stratégique partagée et réaliste.

En outre, il est nécessaire, pour inclure les travailleurs informels dans la décision et favoriser l'acceptabilité des projets, de créer ou de renforcer des acteurs intermédiaires qui les représentant.

C'est l'objectif de la partie 2 : **la gouvernance et la vision stratégique partagée.**

MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE : LES DIFFÉRENTS MODÈLES D'INTÉGRATION ET DE RECONVERSION

Enfin, il s'agit de mettre en œuvre cette stratégie avec des politiques opérationnelles prenant en compte les spécificités des travailleurs informels. Pour la clarté du guide, ont été distinguées les politiques de reconversion et les politiques d'intégration. C'est le sens de la partie 3 : **analyser les modèles de mise en œuvre.**



Photographie : Mélanie Grignon

Dix bonnes pratiques au service des Objectifs de Développement Durable et des Normes environnementales et sociales

LES 10 BONNES PRATIQUES PRÉSENTÉES DANS CE GUIDE CONTRIBUENT À APPORTER DES SOLUTIONS À 14 DES 17 OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD) DES NATIONS UNIES

• 5 ODD transverses, auxquelles contribuent l'ensemble des bonnes pratiques :



• 9 ODD plus spécifiques à certaines bonnes pratiques :



CES BONNES PRATIQUES CONTRIBUENT ÉGALEMENT À 8 DES 10 NORMES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES (NES) DE LA BANQUE MONDIALE

• 4 NES transverses, auxquelles contribuent l'ensemble des bonnes pratiques :



• 4 NES plus spécifiques à certaines bonnes pratiques :





Diagnostic, stratégie & gouvernance, modèles de mise en œuvre :

dix bonnes pratiques pour
mieux prendre en compte
les acteurs informels dans
le cadre des projets
de gestion des déchets
dans les pays émergents

Définir le champ des possibles et les leviers d'optimisation



Photographie : Mélanie Grignon

Bonne pratique 1

Comprendre la pluralité et la dynamique des acteurs informels pour définir le champ des possibles

LES STRATÉGIES COMMUNES DES TRAVAILLEURS INFORMELS

Les travailleurs informels étant des personnes en situation de précarité, ils déploient des stratégies de prévention des risques que l'on peut regrouper en trois grandes catégories :

- La multi-activité.
- L'investissement dans les réseaux sociaux.
- Le recours au crédit.

« INFORMELS » AU PLURIEL : COMPRENDRE LA DIVERSITÉ DES ACTEURS, DE LEUR RATIONALITÉ ET DE LEUR DYNAMIQUE

Il est essentiel de procéder à une analyse de la diversité des situations pour bien identifier les profils, leur rationalité et la dynamique d'acteur. C'est sur la base de ce diagnostic que l'on pourra ensuite établir une stratégie.

À ce titre, on peut distinguer deux grandes dimensions :

Le rapport au métier du déchet

Des « acteurs informels », qui se distinguent :

- Par leur profil et leur expérience (genre, âge, origines, statut légal vs. illégal, etc.).
- Par l'activité qu'ils exercent (pré-collecte, collecte, revente, recyclage).
- Par le poids que représente la gestion des déchets dans les revenus de leur ménage.
- Par leur degré d'organisation (indépendant, coopérative, etc.).
- Par la reconnaissance dont ils bénéficient.

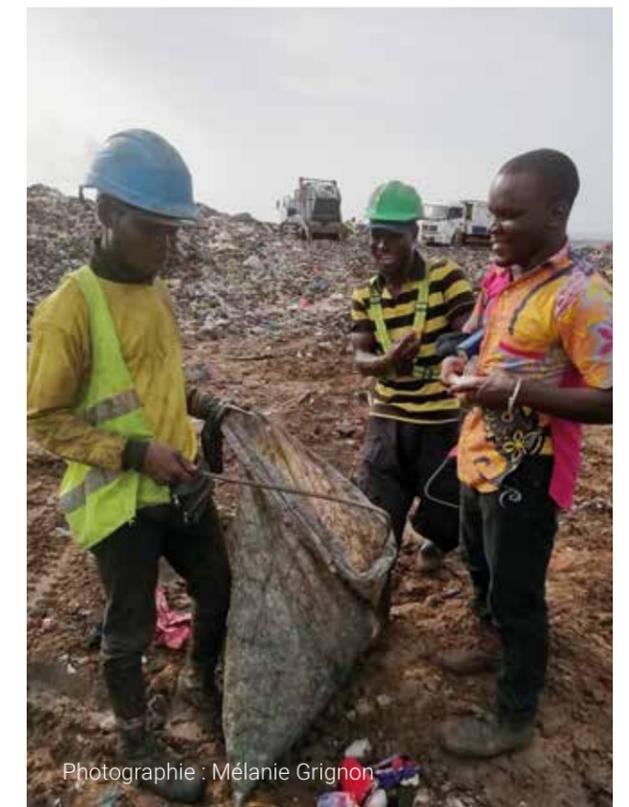
Le rapport à la situation de l'informalité

Des travailleurs informels qui se distinguent également par :

- Leur rapport à leur situation, choisie ou subie.
- Ceux qui sont dans l'informalité totale et ceux qui ont des activités formelles en parallèle.
- Ceux qui en tirent des revenus confortables et ceux qui vivent dans la plus grande précarité.

Par ailleurs, ceux qui en vivent décemment tirent le plus souvent une certaine satisfaction de leur informalité et vont chercher à préserver cette « marginalité ».

À l'inverse, ceux qui n'en tirent que de très faibles revenus vont généralement être plus intéressés par des projets de reconversion professionnelle, dans l'espoir d'une ascension socio-professionnelle et économique.



Photographie : Mélanie Grignon

Pour comprendre la diversité des acteurs, de leur rationalité et de leur dynamique, deux outils intéressants peuvent être utilisés :

L'ENTRETIEN INDIVIDUEL

Pour chaque répondant, il permet de mieux comprendre : son profil, ses conditions de vie, les activités génératrices de revenus qu'il mène en parallèle, son modèle économique et ses conditions de travail, les logiques d'organisation et de gouvernance auxquelles il appartient, ainsi que ses compétences et aptitudes professionnelles. Les entretiens doivent permettre de rencontrer un échantillon de répondants représentatif de la population ciblée.

→ Voir questionnaire détaillé en page 62

LES PERSONAE

Une persona est une personne fictive dotée d'attributs et de caractéristiques sociales spécifiques, qui représente un groupe cible doté de ses propres intérêts à agir. C'est un archétype très utile, qui permet de mieux communiquer les enseignements issus de la phase de diagnostic et de faciliter ainsi la gestion du projet. Quatre personae sont présentés dans la cartographie détaillée en page 65. Ils incarnent les différents métiers de la chaîne de valeur des déchets :

→ Voir cartographie détaillée en page 65

Comprendre le champ des possibles

LA CARTOGRAPHIE

Pour comprendre et analyser le champ des possibles, il est utile de positionner les acteurs informels sur une matrice à 2 axes : leur niveau de précarité et le poids que représente l'activité de gestion des déchets dans leur quotidien. Cela permet d'arbitrer sur les stratégies à adopter vis-à-vis de chacun des profils rencontrés.

→ Voir cartographie détaillée en page 66

« Tous les récupérateurs ne peuvent pas être intégrés aux nouveaux systèmes de gestion des déchets, le nombre de places est limité. S'ils n'intègrent pas les nouvelles structures, on peut soutenir leur reconversion. Toutefois certains récupérateurs ne souhaitent pas être reconvertis : parce qu'ils apprécient leurs libertés ou parce qu'ils n'ont pas d'autres compétences. Dans ce cas, les organiser (et les former) permet de ne pas les laisser à la marge du projet. »

Seynabou Diouf,
Bureau international du Travail



Photographie : Mélanie Grignon

★ ILLUSTRATION 1

EXPERTISE FRANCE (VIETNAM)

Étudier le rôle du secteur informel dans la gestion des déchets dans cinq villes au Vietnam

CONTEXTE

Le projet « Rethinking plastics » a pour objectif de soutenir la transition vers une économie plus circulaire et la réduction des déchets plastiques marins dans sept pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est.

DESCRIPTION

Dans le cadre de ce projet, Expertise France a lancé une étude sur cinq villes au Vietnam.

OBJECTIFS

- Mieux comprendre les interactions, à l'échelle du pays, entre le secteur formel et le secteur informel : comprendre le rôle du secteur informel dans la gestion des déchets et évaluer sa capacité de collecte.
- Mettre en place une filière REP (Responsabilité élargie des producteurs) à l'échelle nationale.

QU'EST-CE QUE LA REP ?

Dans le cadre de la Responsabilité élargie des producteurs (REP), les fabricants et distributeurs qui mettent sur le marché des produits générant des déchets, doivent prendre en charge, notamment financièrement, la gestion de ces déchets.

ÉTAPE 1 - MESURER LES VOLUMES TRAITÉS, POUR ÉVALUER L'OPPORTUNITÉ ÉCONOMIQUE

1.1. Les équipes ont d'abord établi la typologie des acteurs informels impliqués à échelle locale, à travers 3 critères :

- Leur place dans la chaîne de valeur (collecte, agrégation, recyclage).
- La taille des structures.
- Leur zone d'implantation.

1.2. Calcul du volume global : pour chaque profil, l'étude de terrain a permis d'estimer les volumes traités quotidiennement, puis par extrapolation, le volume global.

DÉMARCHE QUALITATIVE
ET QUANTITATIVE

ÉTAPE 2 - IDENTIFIER LES TYPES DE DÉCHETS RÉCUPÉRÉS, LEUR QUALITÉ ET LES TARIFS PRATIQUÉS, AFIN DE DÉFINIR LES CIBLES DES FILIÈRES REP

Des entretiens qualitatifs ont permis de mieux comprendre les stratégies de collecte et le modèle économique des acteurs informels.

Ces entretiens ont également permis à l'équipe de définir les modalités d'accompagnement des acteurs informels, en prenant en compte leurs conditions de vie et de travail.

DÉMARCHE QUALITATIVE

ÉTAPE 3 - COMPRENDRE LES DYNAMIQUES LOCALES

Un dialogue approfondi avec les acteurs du territoire a permis de comprendre les dynamiques locales, dont dépendent les conditions de mise en œuvre d'une filière REP.

Exemple : la ville d'Ho-Chi-Minh a historiquement une politique d'intégration des acteurs informels ambitieuse. Ils jouissent de ce fait d'une image relativement bonne, ce qui facilite leur intégration aux mécanismes plus formels de gestion des déchets. À l'inverse, à Hanoï, les « villages de recyclage » ont une connotation négative, ce qui représente un frein à la prise en compte des acteurs informels.

DÉMARCHE QUALITATIVE ET
QUANTITATIVE

**ILLUSTRATION 2****ÉTUDE DE LA FILIÈRE DÉCHETS PAR LE GRET (TOGO)**

Créer des relations de confiance et diversifier les approches d'analyse pour une compréhension fine

DESCRIPTION

Pour mieux répondre à une demande croissante de la part des villes du Sud sur la question des déchets solides, l'AFD a mené entre 2015 et 2017 le projet ORVA2D (Organisation de la Valorisation des Déchets dans les pays en Développement). Une analyse des filières de déchets solides a été réalisée dans les villes de Lima, Antananarivo, Bogota, Delhi, Surabaya et Lomé.

À Lomé, l'analyse a été conduite par Julien Garnier, expert déchet du GRET.

OBJECTIFS

- Mieux comprendre les filières de collecte et de valorisation existantes (publiques et privées, formelles et informelles).
- Comprendre les interactions et les possibles synergies entre les acteurs de la filière.

RÉSULTATS ET IMPACTS

L'étude a permis de :

- Quantifier chaque acteur au niveau de la chaîne de valeur.
- Mieux comprendre les dynamiques territoriales des acteurs.

ENSEIGNEMENTS CLÉS

- La frontière entre secteur informel et secteur formel est fine.
- Développer une relation de confiance avec les acteurs informels nécessite d'y consacrer un temps conséquent.
- Les dynamiques d'inclusion s'accompagnent historiquement de volonté de formaliser les acteurs informels. Pourtant, Julien Garnier souligne que cela n'est pas toujours souhaitable : souvent, il est plus pertinent de travailler à la reconnaissance des acteurs informels plutôt qu'à leur formalisation.
- Le diagnostic est l'occasion de construire une relation de confiance avec les acteurs informels, en adaptant le format des échanges à leur mode de fonctionnement :
 - Une rencontre dans un lieu qui leur est familier (près du lieu de travail et/ou du lieu de vie).
 - Un créneau horaire et des entretiens individuels et collectifs dont la durée soit adaptée à leur rythme de travail.
 - Une compensation financière pour le temps consacré à l'étude, attractive mais raisonnable (en ligne avec les revenus moyens des travailleurs informels).
 - Des échanges qui dépassent la sphère purement professionnelle.
- Il peut être pertinent, pour favoriser cette confiance, de collaborer avec les acteurs de terrain les plus en prise avec les acteurs informels (ONG notamment), afin de capitaliser sur leurs connaissances et compétences.

ÉTAPE 1 - CARTOGRAPHIER ET CLASSIFIER LES ACTEURS INFORMELS

La catégorisation des acteurs informels permet de mieux comprendre la pluralité de leurs situations. Ils sont catégorisés selon leur lieu et mode de travail.

Exemple : à Lomé, après avoir exercé leurs activités pendant 3 ans sous délégation de service public, certaines entreprises ont perdu leur contrat. Pour autant, les travailleurs n'ont pas cessé leur activité, passant du secteur formel au secteur informel.

ÉTAPE 2 - INSTAURER UNE RELATION DE CONFIANCE AVEC LES ACTEURS INFORMELS

Afin de créer une relation de confiance avec les acteurs informels, Julien Garnier s'est rendu sur leur lieu de travail et les a accompagnés durant leur journée de travail.

Bonne pratique 2**Analyser la chaîne de valeur, notamment à travers des outils digitaux, pour mieux évaluer les potentiels d'optimisation****LES OUTILS DIGITAUX AU SERVICE DE LA CONSTITUTION DE BASES DE DONNÉES PARTAGÉES**

Les approches quantitatives et digitales permettent de :

- **Documenter la chaîne de valeur et évaluer le potentiel économique** : des applications existent désormais pour mieux évaluer les flux de déchets.
- **Développer des approches géographiques** : les outils digitaux permettent de cartographier les flux et de visualiser la logique des services informels par quartier.
- **Identifier des potentiels d'optimisation** : de nombreuses possibilités d'optimisation existent, dont par exemple :
 - Optimisation des flux (1) entre les ménages et les centres de collecte et (2) entre les centres de collecte, de tri, de stockage et de valorisation, notamment en repensant l'itinéraire à parcourir pour collecter les déchets.
 - Réduction des asymétries d'information : il s'agit notamment d'identifier les éventuels problèmes liés au manque de visibilité des acteurs informels sur le cours des matières recyclées. Ce manque de connaissance réduit considérablement leur capacité de négociation des prix à la vente et fragilise encore leurs revenus. Les outils digitaux peuvent jouer le rôle de canal de communication désintermédié et en temps réel.
 - Amélioration des opérations.
 - Optimiser les volumes collectés, en fluidifiant les processus.

Documenter la chaîne de valeur des déchets nous permet de montrer aux autorités

des données actualisées qui témoignent du rôle clé que joue le secteur informel dans la gestion des déchets municipaux. Or, faire reconnaître la valeur apportée par le secteur informel représente la première étape vers la prise en compte de ces acteurs.

Jayaratne Kananke, Président de Sevanatha Urban Resource Center

- Optimiser le temps d'attente au niveau des producteurs de déchets et garantir la qualité du service.
- Optimiser les interactions entre les acteurs informels et la structure porteuse du projet.
- Optimisation des actifs : mieux rentabiliser les infrastructures de gestion des déchets, via l'augmentation des volumes traités Identifier les acteurs qui sont les plus à même d'être intégrés au système formel, d'être « formalisés ».

HIÉRARCHISER

- Les acteurs dont le métier exige un haut niveau d'interaction avec des tiers : les pré-collecteurs, qui interagissent au quotidien avec les ménages et les revendeurs, qui gèrent un lieu de stockage et sont en contact permanent avec leurs fournisseurs (petits

Généralement, dans un projet déchet on commence par réaliser un diagnostic territorial complet. L'objectif est de comprendre comment fonctionne la filière localement : qui sont les acteurs de la filière, quels sont leurs enjeux, leurs intérêts à agir, etc. La volonté des parties prenantes à prendre en compte les acteurs informels varie grandement en fonction du contexte : alors que les pays d'Afrique de l'Ouest prônent généralement un politique du « faire avec », les pays d'Afrique de l'Est préfèrent « faire sans ».

Adeline Pierrat, experte déchets, ex-GRET

collecteurs) et clients (agrégateurs de plus grande taille), sont généralement les plus à même d'être intégrés. Ils ont développé des compétences entrepreneuriales, comme la gestion d'une relation client, qui peuvent faciliter leur intégration et leur formalisation.

- Les acteurs en haut de la chaîne de valeur : les revendeurs en haut de la chaîne de valeur (agrégateurs

notamment), sont généralement mieux professionnalisés, ce qui simplifie leur intégration et leur formalisation.

- Les acteurs les plus organisés : les travailleurs organisés en coopérative ou association ont généralement un accès plus simple à des processus d'intégration et de formalisation. L'organisation permet en effet de fluidifier les processus.

LE GRADIENT D'INFORMALITÉ

Dans le cadre du PAGEDS (Projet d'Appui à la Gestion des Déchets Solides), Enda, le Gret, Gevalor et CIEDEL ont initié un processus de capitalisation et ont développé un gradient d'informalité, permettant d'identifier le potentiel de formalisation d'un acteur.

Le niveau d'informalité et d'exclusion des travailleurs informels varie grandement d'une catégorie d'acteurs à l'autre. Or, de ce degré d'informalité dépend la capacité et la volonté à s'intégrer au système formel.

Le gradient d'informalité se base sur deux critères :

- Le lien avec le système formel : plus l'intensité des relations des travailleurs informels avec les différents acteurs de la chaîne de valeur (ménages, entreprise de collecte, agents de propreté de la ville, etc.) est forte, plus le potentiel de formalisation est élevé.

- La visibilité du service : plus le service rendu est visible (auprès des ménages, des autorités locales etc.), plus le potentiel de reconnaissance et de rémunération est élevé

Selon ce gradient, ce sont donc les revendeurs et pré-collecteurs qui ont le plus fort potentiel de formalisation.



NB : se concentrer sur les acteurs les plus facilement formalisables ne doit pas impliquer d'exclure de ces programmes les acteurs les plus vulnérables. Il s'agit uniquement de prioriser leur formalisation.

ILLUSTRATION 3

KABADIWALLA CONNECT (INDE)

utiliser le digital pour optimiser le travail des acteurs informels et soutenir les organisations souhaitant travailler plus efficacement avec eux

DESCRIPTION

Fondée en 2016, Kabadiwalla Connect est une start-up indienne dont la mission est de transformer et d'optimiser le mode de gestion des déchets dans les villes du Sud, en s'appuyant sur le secteur informel (kabadiwalla étant le nom donné aux collecteurs).

Kabadiwalla Connect propose des solutions digitales à des entreprises ou des collectivités qui souhaitent mieux travailler avec les acteurs informels du secteur des déchets.

OBJECTIFS

- Pour les producteurs de déchets : simplifier la gestion des déchets générés.
- Pour les Kabadiwallas : optimiser leur activité et augmenter les revenus (meilleure gestion des stocks, meilleure connaissance des prix du marché, professionnalisation, etc.).
- Pour les multinationales : sécuriser l'approvisionnement en matière brute recyclée de qualité, exclusivement basé sur le secteur informel.

POPULATION INFORMELLE CIBLÉE

Les « Kabadiwallas » sont des agrégateurs informels : ils reçoivent les déchets collectés par 20 à 30 collecteurs de déchets et les revendent à de plus grands agrégateurs. Ce sont des travailleurs relativement établis (par rapport aux collecteurs) qui gagnent entre 430 et 715 dollars US par mois.

ENSEIGNEMENTS CLÉS

- La solution de cartographie repose sur la collaboration des acteurs.
- Des incitations financières ou sociales sont nécessaires au début pour encourager à utiliser l'application (mise à disposition d'uniformes, de tricycles, etc.).
- La présence physique sur le terrain est obligatoire : recrutement, animation, engagement.
- L'adoption du numérique doit être accompagnée : proposer des smartphones à ceux qui n'en ont pas, offrir de la donnée, créer des interactions avec les équipes terrain pour mobiliser les Kabadiwallas.
- L'image de marque est essentielle pour renforcer la fidélité et la motivation des travailleurs. Elle contribue à la visibilité du service (logique de bouche-à-oreille).
- 2 000 Kabadiwallas cartographiés à Chennai depuis 2014.

RÉSULTATS

- 100 Kabadiwallas sont engagés sur Kabadiwalla Connect.
- 500 m³ de bouteilles en plastique ont été collectées entre 2014 et 2017.

IMPACTS ATTENDUS

La solution est avant tout une infrastructure de données permettant de mieux gérer le système. Il reste à définir le modèle économique de ce type d'application.

ÉTAPE 1 - DES OUTILS DE CARTOGRAPHIE DE LA CHAÎNE DE VALEUR

En 2014, Siddharth Hande, fondateur de Kabadiwalla Connect, développe une solution digitale pour cartographier tous les acteurs de la chaîne de valeur informelle du recyclage à Chennai, avec le soutien du Forum économique mondial. Quelques chiffres clés :

- 24 % des déchets recyclables sont déjà récupérés de manière informelle.
- 52 % des Kabadiwallas possèdent un smartphone.

ÉTAPE 2 - DÉVELOPPER UNE PLATEFORME POUR RÉPONDRE AUX ENJEUX DU SECTEUR INFORMEL DES DÉCHETS

Recycle est l'application dédiée aux petits producteurs de déchets (ménages, entreprises). Ils peuvent trouver la poubelle intelligente ou le Kabadiwalla le plus proche ; s'informer sur les gestes de tri et la gestion des déchets.

Kabadiwalla Connect est l'application dédiée aux Kabadiwallas. Ils peuvent être mis en contact avec de plus grands agrégateurs de déchets, connaître les prix du marché et optimiser leurs flux. La digitalisation des flux permet de renforcer leur traçabilité entre les maillons formels et informels de la chaîne d'approvisionnement

ILLUSTRATION 4

EAZYWASTE GHANA (GHANA)

exploiter les données générées par les centres de collecte afin de sensibiliser et convaincre les décideurs politiques

DESCRIPTION

EazyWaste Ghana est une entreprise sociale spécialisée dans la gestion des déchets recyclables (plastique, papier et boîtes de conserve).

Elle dispose de points de collecte ouverts 24h/24h, dans lesquels elle achète les déchets recyclables aux communautés, institutions, ménages, et pré-collecteurs, qui viennent les y déposer. Ces déchets sont ensuite revendus à des entreprises locales de recyclage

Par ailleurs, EazyWaste propose des formations et met en place des actions de sensibilisation.

OBJECTIFS

- Sensibiliser les décideurs politiques du pays aux enjeux de la pollution plastique.
- Accompagner les décideurs politiques à formuler des décisions cohérentes (basées sur les données collectées par l'entreprise), en prenant en compte les enjeux économiques, environnementaux et sociaux auxquels les communautés sont confrontées.

MODÈLE ÉCONOMIQUE

EazyWaste génère des revenus de la vente des déchets collectés, mais est par ailleurs largement financée par les fonds de la communauté internationale (en particulier le programme des Nations Unies pour l'environnement).



Photographie : Mélanie Grignon

ÉTAPE 1 - CRÉER UN RÉSEAU DE POINTS DE COLLECTE PROCHE DES COMMUNAUTÉS

Avant de créer EazyWaste Ghana, Ernest Nartey-Tetteh (spécialiste en santé publique) et Bernard Brian Cudjoe (spécialiste en informatique), ont souhaité comprendre pourquoi si peu de personnes recyclaient : outre, le manque de connaissances sur le sujet, leur étude a montré que la distance aux centres de collecte, jugée trop longue, était l'élément le plus bloquant. L'entreprise a donc décidé de créer des centres de collectes au plus près des communautés.

Afin d'engager au mieux les communautés :

- Les centres sont opérés par des « agents communautaires » salariés d'EazyWaste, pouvant être d'anciens acteurs informels.
- Le projet est porté par des « représentants », figures respectées et influentes de la communauté, et formés par EazyWaste.

ÉTAPE 2 - UTILISER LES DONNÉES GÉNÉRÉES PAR LE RÉSEAU DE POINTS DE COLLECTE POUR ORIENTER LES POLITIQUES PUBLIQUES

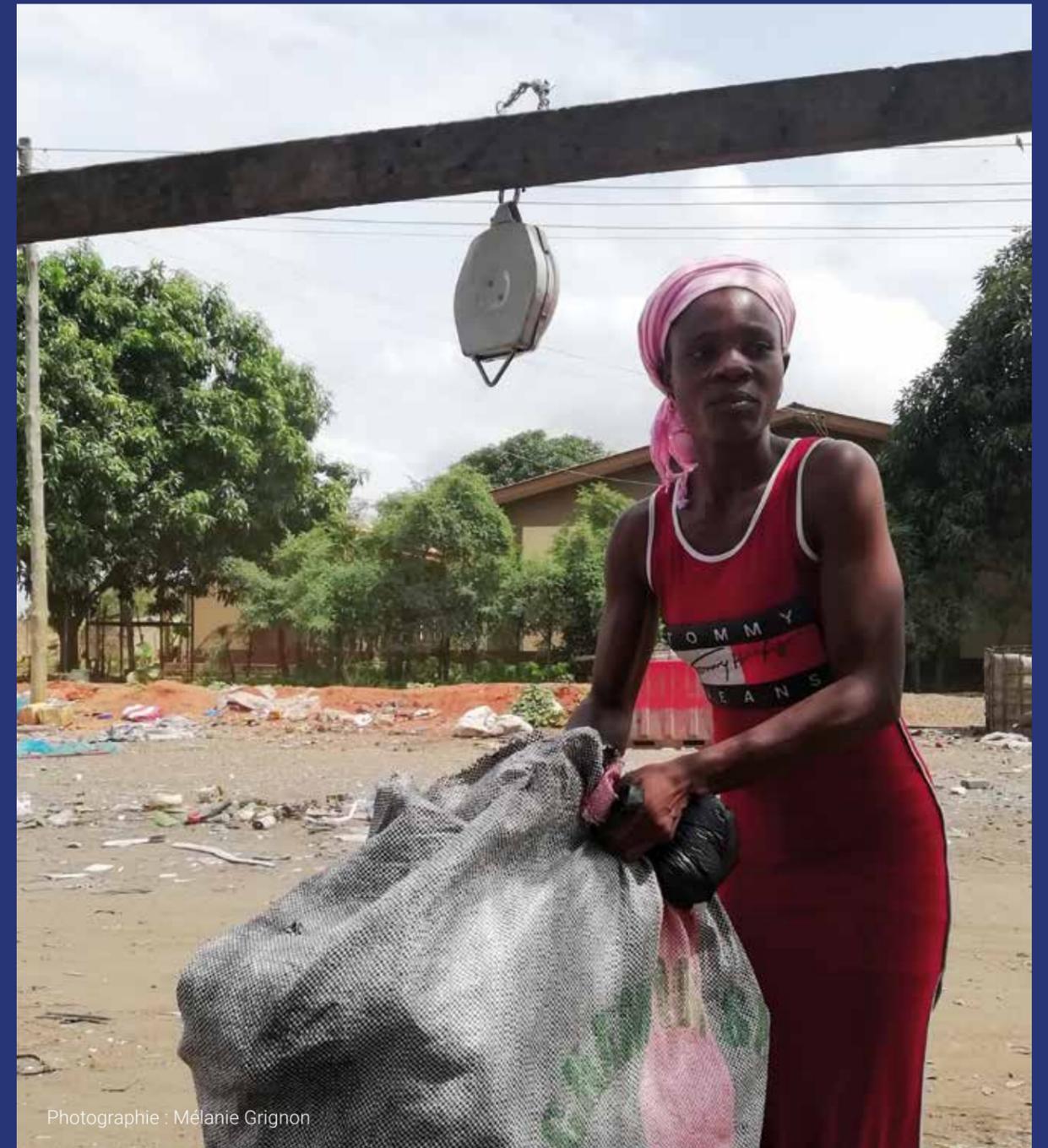
L'entreprise met en place, avec un consultant local, un système de collecte de données, permettant de suivre de nombreux indicateurs sur les projets qu'elle opère :

- Quantité de déchets collectés.
- Nombre de pré-collecteurs leur revendant des déchets recyclables.
- Nombre de familles ayant commencé à recycler.
- Etc.

Ces données agrégées permettront à EazyWaste de communiquer sur l'évolution des habitudes de recyclage des communautés accompagnées, et ainsi de mettre en avant le potentiel des solutions inclusives de gestion des déchets.

STRATÉGIE & GOUVERNANCE

Co-construire, fédérer et renforcer les parties prenantes



Photographie : Mélanie Grignon

Bonne pratique 3

Co-définir la stratégie avec les parties prenantes décisionnaires

SAVOIR BIEN CARTOGRAPHIER LES PARTIES PRENANTES

Le secteur informel divise au sein des autorités décisionnaires. Certaines défendent des logiques de formalisation tandis que d'autres soutiendront des dynamiques de substitution et de reconversion. Or, il apparaît plus pertinent de proposer des solutions équilibrées n'opposant pas ces deux visions, mais cherchant plutôt à les combiner en fonction des profils d'acteurs.

Ces combinaisons dépendront de multiples critères objectifs, mais également de la dynamique des acteurs parties prenantes et décisionnaires du projet. Le succès et la pérennité d'un projet repose dès lors sur la capacité à identifier et à mieux comprendre les parties prenantes clés de la gestion des déchets à l'échelle locale.

La cartographie des parties prenantes clé se déroule en 3 étapes :

ÉTAPE #1 : identifier et catégoriser les parties prenantes

Les parties prenantes publiques et privées

- **Secteur public** : autorités locales (maire, préfets, etc.), gouvernementales (organismes de réglementation, etc.), chefs religieux, chefs de quartier, etc.
- **Secteur privé** : entreprises délégataires de service public, grandes enseignes, industriels, start-ups, etc.
- **Acteurs associatifs** : ONGs, associations, etc.

Les différents acteurs informels

- S'ils sont **organisés** (en association, coopérative ou syndicat), il s'agira d'intégrer leur instance de gouvernance au débat.
- S'ils ne sont **pas organisés**, l'enjeu sera plutôt d'accompagner la structuration de leur gouvernance.

ÉTAPE #2 : analyser les enjeux liés à la prise en compte des acteurs informels à échelle locale

La catégorisation des parties prenantes peut se faire de différentes manières, selon deux critères :

- **Un axe transverse est celui de leur influence potentielle sur le projet : leur capacité à mobiliser les instances décisionnaires, à convaincre des financeurs, à influencer sur l'opinion publique, leur capacité de nuisance, etc.**
 - **L'autre axe est celui de leur positionnement vis-à-vis du rôle du secteur informel: les attentes des parties prenantes peuvent largement différer, et trois grands types de divergence se distinguent :**
 - o Le positionnement relatif au secteur informel en lui-même : les préférences politiques pour des programmes de reconversion ou d'intégration, qui peuvent avoir un impact important sur le design même du projet, en donnant davantage de poids à un type de programme au détriment de l'autre.
 - o Les positions relatives à l'équation business-social : une divergence entre les objectifs de rentabilité économique et les critères d'impact social, qui peut avoir de fortes conséquences sur le type de profils pouvant faire l'objet d'une politique de reconversion ou d'intégration.
 - o Les écarts opérationnels et notamment les horizons de temps : des manières d'opérer qui diffèrent entre les acteurs formels et informels, en raison notamment de capacités financières et organisationnelles très différentes.
- À partir de ces critères, il est possible de construire des cartographies, selon le format présenté dans l'outil #3 en page 66, afin d'y identifier l'ensemble des parties prenantes, et notamment les profils d'acteurs informels. Grâce à ces outils, l'objectif est de construire les argumentaires pour faciliter la décision.

ÉTAPE #3 : construire le plan d'engagement des parties prenantes

Le plan d'engagement permet de construire les politiques à mettre en place.

Ce plan peut ainsi préciser, entre autres :

- **Les indicateurs de mesure du succès**, à la fois économiques et sociaux.
- **L'articulation entre programmes de reconversion et d'intégration**. Il s'agit ici de pouvoir indiquer quels sont les profils qu'il est plus pertinent d'intégrer au secteur formel et ceux à qui il faut davantage proposer un programme de reconversion.
- **La cohérence territoriale** : le consensus entre parties prenantes est indispensable pour garantir la cohérence du service de gestion des déchets à l'échelle de la ville. L'enjeu est en effet de créer un modèle coordonné entre les différents acteurs de la gestion des déchets (formels et informels).
→ Il est également important d'envisager un calendrier cohérent : les décisionnaires, publics ou privés, réfléchissent le plus souvent à long terme tandis que les travailleurs informels s'inscrivent dans une logique de survie se comptant en semaines ou en mois. Ces divergences s'ajoutent au temps nécessaire à la construction d'un consensus, parfois en décalage avec le temps des travailleurs informels.

SUIVRE LES PROJETS SUR LE TEMPS LONG

Les plans d'engagement des acteurs informels, par définition complexes et pluri-acteurs, nécessitent un suivi sur le temps long, qui permet (1) d'évaluer l'impact de ces plans et (2) d'apporter les actions correctrices qui permettront de le renforcer.

Il peut alors s'avérer nécessaire de mener, après 6 mois ou 1 an de mise en œuvre, un point d'étape pour les évolutions des acteurs.



Photographie : Yonas Tadesse/AFD

ILLUSTRATION 5

DÉCHARGE DE MBEUBEUSS (SÉNÉGAL)

Engager les parties prenantes clés, une nécessité dans le projet de réhabilitation de la décharge

CONTEXTE

L'État du Sénégal, avec le soutien notamment de la Banque Mondiale et de l'AFD, a lancé le projet de Promotion de la Gestion intégrée et de l'Économie des Déchets Solides (PROMOGED).

Ce projet est porté par l'Unité de Coordination de la Gestion des déchets solides (UCG), créée par l'État du Sénégal pour accompagner les collectivités locales.

DESCRIPTION

Le projet cible en particulier la région de Dakar et vise l'installation d'infrastructures et la résorption de la décharge de Mbeubeuss. Ouverte en 1968, cette décharge publique ne devait être que provisoire, elle s'étend pourtant aujourd'hui sur 144 hectares, où les déchets s'amoncellent jusqu'à 15 mètres de hauteur, et elle reçoit en moyenne 2 000 tonnes de déchets par jour. Le gouvernement sénégalais oscille depuis des années entre fermeture et réhabilitation de la décharge, et tant qu'aucun site alternatif ne sera fonctionnel, elle continuera d'être exploitée.

OBJECTIFS

- Mise en place de mesures d'urgences pour améliorer le site de la décharge et les conditions de travail des récupérateurs.
- Consultation, accompagnement et indemnisation des récupérateurs.

POPULATION INFORMELLE CIBLÉE

Dans le cadre d'une étude socioéconomique des Personnes Affectées par le Projet (PAP), 1 153 récupérateurs ont été recensés, dont 168 enfants talibés.

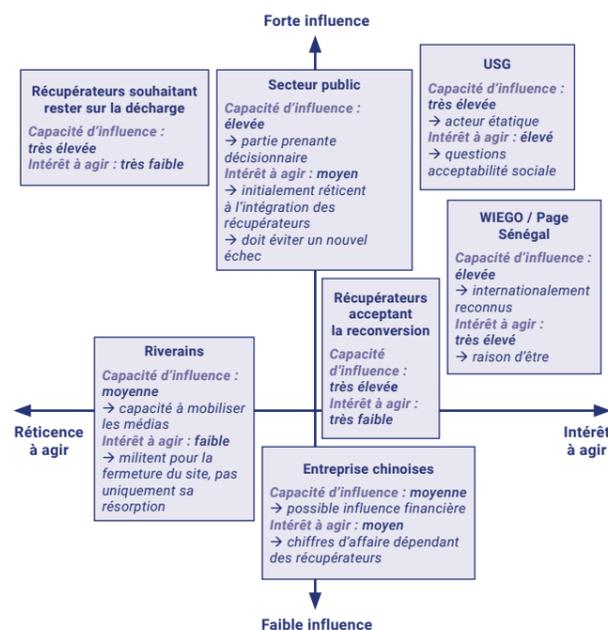
ENSEIGNEMENTS CLÉS

- Soutenir l'organisation des acteurs informels en associations ou coopératives permet d'initier le dialogue et d'identifier des interlocuteurs privilégiés pour les porteurs de projet
- Les projets de fermeture ou de réhabilitation de décharge sont conditionnés à la capacité à ouvrir un nouveau site d'enfouissement, ce qui nécessite l'adhésion de toutes les parties prenantes.

ÉTAPE 1 - IDENTIFIER LES PARTIES PRENANTES

- L'UCG.
- Les récupérateurs organisés en association (Bokk Diom).
- WIEGO, qui soutient depuis 2017 les récupérateurs et plaide notamment pour leur intégration dans le processus de restructuration de la décharge.
- Le programme Page Sénégal de l'OIT, qui soutient l'organisation des récupérateurs en coopérative.
- Les riverains militant pour la fermeture du site.
- Les deux entreprises chinoises qui rachètent les déchets récupérables.

ÉTAPE 2 - ANALYSER LES ENJEUX LIÉS À LA PRISE EN COMPTE DES ACTEURS INFORMELS À ÉCHELLE LOCALE



ÉTAPE 3 - CONSTRUIRE LE PLAN D'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES

Pour pouvoir coordonner ses activités avec celles des récupérateurs, l'UCG accompagne leur organisation en association, notamment grâce au soutien de WIEGO.

ILLUSTRATION 6

DISTRICT AUTONOME DU GRAND LOMÉ (TOGO)

L'importance d'associer l'ensemble des acteurs dans la nouvelle organisation

DESCRIPTION

L'Agence Française de Développement soutient, depuis 2006, la réorganisation de la filière de gestion des déchets solides et le renforcement des capacités de gestion du District Autonome du Grand Lomé. Dans le cadre du Projet Environnement Urbain de Lomé (PEUL), l'AFD a soutenu :

- La structuration de la filière de collecte des déchets (PEUL I).
- La construction à Aképe d'un centre d'enfouissement technique (PEUL II).
- La fermeture de la décharge d'Agoè-Nyivé (PEUL III).

OBJECTIFS

- **Objectif sanitaire** : consolider la filière de gestion des déchets solides urbains et ainsi éliminer les dépotoirs sauvages.
- **Objectif économique** : renforcer les capacités du District, par exemple sur la mobilisation des ressources et la gestion financière.

POPULATION INFORMELLE CIBLÉE

- **PEUL I** : 600 opérateurs de pré-collecte informels travaillant de manière individuelle ou étant organisé sous forme d'association.
- **PEUL III** : 66 récupérateurs présents sur la décharge d'Agoè-Nyivé, dont 3 mineurs et 3 personnes de plus de 60 ans.

PEUL I : STRUCTURATION DE LA FILIÈRE DE COLLECTE DES DÉCHETS

CONTEXTE

À Lomé, deux modèles de collecte coexistent :

1. Les quartiers centraux, plus aisés et accessibles en camion-benne, bénéficient d'une collecte en porte-à-porte, réalisée par des entreprises privées sous contrat.
2. Les quartiers à la périphérie de la ville, plus pauvres et non accessibles en camion-benne, bénéficient d'une pré-collecte en porte-à-porte, réalisée par des entreprises agréées de pré-collecteurs.

LES MODÈLES DES AGRÈMENTS

Les mairies attribuent les contrats de pré-collecte à travers des appels d'offres renouvelés tous les 3 ans. Pour y répondre, les pré-collecteurs doivent se structurer en entreprise : 25 entreprises de pré-collecte (soit environ 300 pré-collecteurs) se voient attribuer un territoire (d'environ 25 000 habitants).

Les pré-collecteurs se rémunèrent directement auprès des ménages et doivent reverser une partie de ce revenu à la municipalité (environ 7 %) afin de financer les centres de transit jusqu'auxquels ils acheminent les déchets, qui sont ensuite transportés jusqu'à la décharge par des entreprises de transport.

ENSEIGNEMENTS CLÉS

Les entreprises de pré-collecte connaissent une concurrence informelle persistante, n'ayant ni les moyens techniques (véhicules performants), ni les moyens humains de desservir tous les habitants. L'étude ORVA2D (cf. illustration n° 2) a montré qu'en 2015 les 2/3 des habitants de Lomé (650 000 personnes) étaient sous le régime de la pré-collecte, mais que la couverture de chaque lot par les entreprises agréées n'excédait pas 45 %.

- La municipalité récupère rarement les droits d'exercice dus par les entreprises agréées, notamment parce qu'elles sont obligées de diminuer leurs prix pour s'aligner avec ceux proposés par la concurrence informelle.
- Il est essentiel de sensibiliser les ménages à l'abonnement pour structurer la filière de façon pérenne.

PEUL III : FERMETURE DE LA DÉCHARGE D'AGOÈ-NYIVÉ ET ACCOMPAGNEMENT DES ACTEURS INFORMELS

CONTEXTE

La fermeture de la décharge engendre, pour les récupérateurs y travaillant, la perte de leurs moyens de subsistance. Afin d'évaluer les effets d'une telle fermeture, et proposer des solutions alternatives d'accompagnement, un Plan d'Accompagnement Social (PAS) a été élaboré avec une structure locale.

Dans ce plan, quatre modalités d'accompagnement social sont proposées :

1. Une indemnisation financière d'une valeur de quelques mois de salaire.
2. Une intégration sur les listes des travailleurs journaliers de la mairie pendant 1 an.
3. Un accompagnement du projet professionnel individualisé vers l'apprentissage, l'entrepreneuriat ou l'insertion professionnelle.
4. La prise en charge des publics vulnérables (mineurs et personnes âgées).

Alors que les deux premières modalités sont mises en œuvre par le District Autonome du Grand Lomé, les deux dernières ont été confiées à l'ONG Entrepreneurs du monde.

DIFFICULTÉS

- Lorsque le plan d'accompagnement a commencé, certains récupérateurs avaient déjà quitté la décharge et évolué vers d'autres situations professionnelles.

ENSEIGNEMENTS CLÉS

Il est nécessaire d'initier le plan d'accompagnement le plus tôt possible dans le projet, afin d'éviter le départ anticipé des récupérateurs.

Bonne pratique 4

Établir des structures intermédiaires avec les acteurs informels et/ou renforcer leur gouvernance

IDENTIFIER OU ÉTABLIR LA STRUCTURE INTERMÉDIAIRE DE GOUVERNANCE

Compte tenu des difficultés opérationnelles et juridiques, il est difficile de travailler en direct avec les acteurs informels. Une organisation intermédiaire unique, représentative et légitime pour les représenter, peut aider dans la collaboration. La structure peut :

- Faciliter les mécanismes d'accompagnement et de financement, en permettant de diriger les fonds vers des structures identifiées.
- Renforcer leur visibilité : on ne travaille plus avec des individus atomisés, mais des organisations structurées et fédératrices.
- Représenter leurs intérêts.
- Les aider à gérer une activité économique.
- Accompagner à faire reconnaître leurs droits :
 - o L'accès aux déchets.
 - o La reconnaissance de leur contribution à une meilleure gestion des déchets.
 - o Le soutien de leurs activités par les autorités (infrastructures notamment).
 - o L'accès aux systèmes de protection sociale
 - o Etc.

Ces structures intermédiaires peuvent prendre différentes formes :

- Une ONG/association de terrain.
- Un syndicat.
- Une coopérative de travailleurs informels.

Le choix de cette structure devra dépendre de deux grands critères :

- Un critère de légitimité et de représentativité : certaines organisations sont en réalité parfois des

« coquilles vides », voire des structures contestées par les pré-collecteurs eux-mêmes.

- Un critère d'efficacité : identifier une structure capable d'opérer des projets d'une certaine taille.

RENFORCER LES CAPACITÉS DES STRUCTURES INTERMÉDIAIRES

Afin de renforcer l'impact du projet (nombre de travailleurs informels engagés et durée d'accompagnement), il peut être nécessaire d'accompagner le renforcement de capacité des structures partenaires du projet, notamment dans le cas de collaboration avec des associations locales qui n'ont pas la capacité de gérer des projets d'envergure.

À ce titre, il faut sortir de la logique de « bénéficiaires » pour les considérer comme « partenaires » : l'enjeu est d'impliquer les acteurs informels dans la co-création du programme, sur la base du volontariat, afin de calibrer au plus juste un projet qui tienne compte de leurs pratiques.

Les dynamiques de structuration cachent de fortes disparités d'une géographie à l'autre :

- En Amérique Latine et en Inde par exemple, les coopératives sont largement répandues dans le secteur des déchets.
- En Afrique sub-saharienne, les filières sont généralement moins structurées, même si l'Afrique du Sud et le Kenya notamment font figure d'exceptions.
- Des disparités peuvent exister à l'échelle d'une même municipalité. À Abidjan par exemple, en Côte d'Ivoire, les pré-collecteurs sont plutôt bien organisés à Cocody (quartiers aisés), alors qu'ils ne le sont que très peu à Treichville (quartier populaire).

Le programme de politiques urbaines cherche à créer un dialogue entre les élus et les collecteurs de déchets. WIEGO soutient la montée en compétence des travailleurs informels, lorsque ceux-ci sont capables de s'adresser aux élus. Si ce n'est pas le cas, c'est WIEGO qui les représentera. Dans tous les cas, le processus est le même, et part des besoins des travailleurs informels.

Sonia Dias, experte déchet à WIEGO

ILLUSTRATION 7

CENTRE D'ENFOUISSEMENT TECHNIQUE À KANO (NIGERIA)

Interrompre le projet en l'absence d'un alignement sur la stratégie de prise en compte des acteurs informels

CONTEXTE

La municipalité de Kano au Nigeria a sollicité l'AFD pour le financement d'un nouveau Centre d'Enfouissement Technique (CET).

PROBLÉMATIQUE INFORMELLE

L'étude de faisabilité réalisée par l'AFD a mis en lumière l'importance de la filière informelle à Kano : plus de 20 000 acteurs informels sur toute la chaîne des déchets, elle dénombre plus de 20 000 acteurs informels.

La municipalité n'étant pas initialement disposée à faire du sujet informel un sujet prioritaire, l'AFD a préféré mettre fin aux négociations.

SOLUTION TEMPORAIRE

Toutefois, les négociations reprendront si le gouvernement traite, d'ici 2 ans, la problématique du travail informel des mineurs, notamment en rendant l'école obligatoire et gratuite et en fournissant le repas du midi aux étudiants. Dans ce cadre, la municipalité mène actuellement un projet en partenariat avec l'UNICEF.

Suite à l'évaluation des mesures mises en place, l'AFD pourrait décider de s'investir, à nouveau, dans le projet.



Photographie : Mélanie Grignon

ILLUSTRATION 8

ENVIRONNEMENT 360° (GHANA)

Accompagner la structuration et la professionnalisation des acteurs informels

DESCRIPTION DE E360

Environnement 360° (E360), ONG basée au Ghana, se donne pour ambition de créer des systèmes de collecte de déchets innovants et inclusifs, adaptés au contexte africain. E360 s'est fixé une triple mission :

1. Structurer les acteurs informels en association ou coopérative.
2. Mobiliser les communautés afin de récolter le plastique à la source.
3. Créer des centres de tri et les soutenir pour les rendre économiquement viables.

LE PROJET « PICK-IT » : STRUCTURER ET FORMER LES ACTEURS INFORMELS POUR LEUR PERMETTRE DE GÉRER UN CENTRE DE TRI

CONTEXTE

« Pick-it » est un projet de recyclage inclusif, cocréé et mis en œuvre par E360, Dan Milk Limited, WIEGO et MIT D-lab, dont l'ambition est de créer une filière plus inclusive, selon deux axes d'intervention :

- En sensibilisant les communautés au tri à la source.
- En professionnalisant les acteurs informels.

OBJECTIFS

- Augmenter le taux de collecte des déchets plastiques.
- Augmenter le revenu journalier des acteurs informels.
- Donner aux acteurs informels accès à une assurance.

LE PROJET

Dans ce cadre, un centre de tri a été créé à Tema New Town. Il est géré par des travailleurs informels qui se sont organisés en coopérative, grâce au soutien de E360 et WIEGO.

RÉSULTATS

- Création d'une coopérative rassemblant 285 acteurs informels : 250 récupérateurs de la décharge de Kpone (120 femmes et 130 hommes) et 35 femmes pré-collectrices travaillant à Tema New Town.
- Après un an de formation, les acteurs informels organisés en coopérative sont entièrement responsables du centre de tri et de ses profits.

LES DIFFICULTÉS DU PROJET

- Les acteurs informels cumulent souvent plusieurs activités génératrices

de revenus (plus ou moins rentables) et ne souhaitent pas nécessairement prioriser celle de la gestion des déchets.

- Par ailleurs, il n'est pas rare que les acteurs informels apprécient les libertés liées à l'informalité, ce qui limite leur motivation à gérer le centre de tri.
- Leur modèle de court terme s'oppose aux besoins long terme liés à la gestion du centre de tri.

PERSPECTIVES

E360 envisage de changer de cible en travaillant plutôt avec des agrégateurs informels (potentiel de formalisation plus élevé), en soutenant la création de coopératives d'agrégateurs informels, et en formant ces coopératives à devenir responsables de la gestion du centre de tri.



Photographie : Mélanie Grignon

ILLUSTRATION 9

WOMEN IN INFORMAL EMPLOYMENT, GLOBALIZING AND ORGANIZING (BRÉSIL)

Co-construire grâce à des plateformes de mise en relation des parties prenantes

DESCRIPTION DE WIEGO

WIEGO, Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing, est un réseau mondial qui se mobilise pour améliorer le statut des femmes travaillant dans l'économie informelle. WIEGO travaille sur différentes activités informelles, dont le secteur des déchets.

POSITION DE WIEGO

Les approches participatives sont au cœur de la réussite de la planification et mise en œuvre des systèmes de gestion des déchets. Pour assurer la co-construction des projets, WIEGO met en place des plateformes ou forums de discussion où les différentes parties prenantes – dont les travailleurs informels – peuvent discuter, planifier et suivre les projets liés à la gestion des déchets

ÉTUDE DE CAS : LE FORUM MUNICIPAL « DÉCHETS ET CITOYENNETÉ » DE BELO HORIZONTE, UNE PLATEFORME PARTICIPATIVE POUR L'INCLUSION SOCIALE

CONTEXTE

En 2003, Belo Horizonte, la troisième plus grande ville du Brésil, a créé un Forum des déchets et des citoyens - Fórum Municipal Lixo e Cidadania de Belo Horizonte (FMLCB BH) - comme nouvel espace participatif où les questions de gestion des déchets solides peuvent être discutées.

OBJECTIFS DU FORUM

- Évaluer le succès des programmes de gestion des déchets solides réalisés et proposer des améliorations.
- Améliorer la coordination avec les agences gouvernementales de gestion des déchets.
- Intégrer un plus grand nombre de coopératives au système municipal de gestion des déchets.

PARTIES PRENANTES DU FORUM

COOPÉRATIVES

- Coopérative historique ASMARE.
- ASSOCIRECICLE.
- ASTEMARP.
- COMARP.
- COONARTE.
- Et six autres coopératives.

ORGANISATIONS PUBLIQUES

- Agence publique de gestion des déchets (SLU).
- Banque brésilienne Caixa Economica Federal.
- Parlement municipal.
- Etc.

ONGs

- WIEGO.
- Pastora de Rua.
- Rede Mineira de Educação Ambiental, (groupe environnemental).
- Etc.

FONCTIONNEMENT

Au sein du forum, les parties prenantes co-construisent les lignes directrices de la politique d'intégration des organisations de travailleurs informels dans la filière de gestion des déchets solides de la ville.

Le forum n'a pas à proprement parler d'autorité juridique, toutefois il est reconnu du système politique et ses décisions sont appliquées, notamment parce que son secrétariat exécutif est hébergé par l'Agence publique de gestion des déchets.

Le forum se réunit en moyenne deux fois par mois, avec un ordre du jour : définir les aspects opérationnels du système de tri à la source, informer sur les ressources financières disponibles, etc. Le forum organise aussi des groupes de travail thématiques.

RÉSULTATS

- Le FMLCB BH a permis d'identifier la nécessité de former un réseau de coopératives. En 2010, le réseau Redesol, regroupant 10 coopératives, a été créé.
- Plus récemment, durant la crise du COVID-19, le FMLCB BH a soutenu :
 - o L'accès des acteurs informels à des avantages tels que des subventions ou des paniers repas.
 - o La rédaction d'un manuel opérationnel pour la reprise de la collecte sélective des déchets (recadrage des processus de collecte, tri, etc.).

DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

- Participation irrégulière de certaines coopératives aux réunions notamment à cause du coût de transport.
- Engagement des organisations publiques fortement variable d'un mandat à l'autre.

¹ Le programme visait à promouvoir l'environnement et la santé publique tout en créant un modèle innovant de génération de revenus pour les travailleurs existants dans ce domaine

² Sous la direction de l'UNICEF le forum national avait pour objectifs d'éradiquer le travail infantile et les décharges à ciel ouvert et de restaurer les zones dégradées

³ Plateforme de la société civile qui cherche à définir les priorités et les actions nécessaires pour renforcer les réseaux et les coopératives de travailleurs informels

Réussir le pilotage de programmes d'intégration et de reconversion

Photographie : Mélanie Grignon



Bonne pratique 5

Le modèle contractuel : créer des statuts protecteurs et opérationnels

LE SALARIAT, UN MODÈLE COMPLEXE À APPLIQUER AUX TRAVAILLEURS INFORMELS

Néanmoins, des initiatives existent comme celles de Green Mining, une entreprise sociale brésilienne qui propose un service de récupération de déchets recyclables et qui emploie exclusivement d'anciens pré-collecteurs informels (cf. page 53).

Le salariat est une option qui reste rarement applicable du fait des contraintes du service mais également du fait que des travailleurs informels mènent souvent des activités complémentaires.

EXEMPLE : SALARIER LES TRAVAILLEURS INFORMELS DU TRI ET DU RECYCLAGE DES DÉCHETS

Illustration : Green Mining (Brésil) en page 53

- **DESCRIPTION** : les conditions financières et sociales du salariat sont généralement attractives pour les acteurs anciennement informels (accès à la formation et à la protection sociale notamment). Au-delà des travailleurs directement impliqués dans le projet, c'est toute la chaîne de valeur qui est impactée, car de nouveaux débouchés se dessinent pour les récupérateurs de déchets.
- **ENJEU** : identifier des travailleurs informels répondant aux critères de formalisation.
- **SOLUTIONS** : préserver la flexibilité qui caractérise l'informel.
- **RISQUES** :
 - La responsabilité de l'employeur peut être engagée : les enjeux environnementaux et sanitaires liés à la gestion des déchets sont tels que l'accompagnement des travailleurs anciennement informels vers des pratiques professionnelles plus normées peut s'avérer particulièrement complexe (respect des sols, mesures de sécurité, etc.).
 - Par ailleurs, les difficultés sociales propres aux acteurs informels rendent la transition vers le salariat délicat.
 - Enfin, il n'est pas rare que les acteurs informels apprécient les libertés et les opportunités économiques liées à l'informalité (multi-activité, absence de taxes, flexibilité, entrepreneuriat, etc.).

→ Dans ce contexte, le salariat reste souvent complexe à mettre en œuvre. Face à ce constat, nombreuses sont les initiatives qui se tournent vers d'autres modèles contractuels.

LES DIFFÉRENTS MODÈLES DE RECONNAISSANCE JURIDICO-ADMINISTRATIF

À défaut de pouvoir salarier les personnes, un modèle contractuel et statutaire plus protecteur et opérationnel peut être envisagé.

Deux grandes options sont possibles : la logique de partenariat avec un contrat commercial passé avec une structure regroupant des travailleurs informels, ou une logique de contractualisation spécifique qui passe par des autorisations négociées au cas par cas.

« Pour prospérer et être durables, les villes doivent trouver davantage de moyens d'améliorer la productivité des travailleurs informels, qui constituent la majorité des emplois urbains, en reconnaissant leur valeur et en encourageant le secteur public à tirer un plus grand profit de leur travail. »

Ani Dasgupta, Directeur général de WRI Ross Center for Sustainable Cities

EXEMPLE : PARTENARIAT COMMERCIAL AVEC UNE STRUCTURE DE TYPE COOPÉRATIVE

Illustration : Sure We Can (États-Unis) en page 42

- **DESCRIPTION** : collaboration entre les pré-collecteurs informels d'un quartier et une organisation spécialisée dans la collecte des déchets. Ce modèle permet de nouer des liens forts entre secteurs informel et formel. Pour les acteurs informels, travailler en partenariat avec une organisation formelle est une garantie de prix justes et stables. Pour la structure formelle, ces liens permettent de démultiplier les sources d'approvisionnement en déchets et de renforcer leur utilité sociale.
- **ENJEU** : sécuriser les approvisionnements en déchets.
- **SOLUTIONS** :
 - o Pratiquer des prix attractifs.
 - o Enrichir la proposition de valeur via des avantages sociaux (protection sociale, formation, etc.).
 - o Animer la communauté de travailleurs.
- **RISQUES** : manque d'implication des pré-collecteurs et maintien dans l'extrême pauvreté.

EXEMPLE : METTRE EN PLACE UN SYSTÈME DE FRANCHISES OU D'AUTORISATIONS POUR LA PRÉ-COLLECTE

Illustration : le GRET et la municipalité de Brazzaville (Congo-Brazzaville) en page 44

- **DESCRIPTION** : affectation d'une zone exclue de la collecte formelle, comprenant pour chaque contrat un nombre prédéfini de ménages. On parle de « contrat communautaire », lorsque chaque entrepreneur franchisé s'engage à embaucher un certain nombre de travailleurs informels. Ce statut permet aux travailleurs de conserver leur autonomie professionnelle, tout en rentrant dans un cadre légal et protecteur. Il peut être doublé d'une certification, qui garantit en plus la qualité du service.
- **ENJEU** : identifier des travailleurs informels répondant aux critères de contractualisation.
- **SOLUTIONS** :
 - o Mettre en place un programme d'accompagnement social et de renforcement des capacités afin de soutenir la professionnalisation des travailleurs, ainsi que l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail (mise à disposition de prêts pour l'achat d'équipement notamment).
 - o Assurer des contrôles fréquents pour s'assurer du respect des normes contractuelles.
- **RISQUES** : endettement non maîtrisé des travailleurs pour l'achat d'équipements.

LE PLAIDOYER POUR RENFORCER LA CRÉATION DE STATUTS SIMPLIFIÉS OU L'ACCÈS AUX DROITS

Il est judicieux dans ce cadre de pouvoir participer au plaidoyer pour renforcer l'accès aux droits.

EXEMPLE : ACCOMPAGNER LES RÉCUPÉRATEURS DANS LA RECONNAISSANCE DE LEURS DROITS ET L'AMÉLIORATION DE LEURS CONDITIONS DE TRAVAIL

Illustration : le système de gestion des déchets de Bogota (Colombie) en page 41

- **DESCRIPTION** : les accompagner dans leur lutte en faveur de la reconnaissance de leur contribution à la gestion des déchets urbains et faire valoir leur droit d'accès aux déchets. Cela permet de sécuriser leur activité et revenus, mais également de fluidifier les interactions entre les différents acteurs de la gestion des déchets à échelle locale.
- **ENJEU** : identifier l'organisation porte-parole des acteurs informels, embarquer la municipalité et convaincre les acteurs formels de la gestion des déchets.
- **SOLUTIONS** : dialogue parties prenantes.
- **RISQUES** : non respect des nouvelles réglementations en vigueur et maintien des discriminations à l'égard des acteurs informels.

ILLUSTRATION 10

LE SYSTÈME DE GESTION DES DÉCHETS DE BOGOTA (COLOMBIE)

Intégrer les acteurs informels à la chaîne de valeur, un combat juridique

CONTEXTE

Pour mieux répondre à une demande croissante de la part des villes d'intervention au Sud sur la question des déchets solides, l'AFD a commandité entre 2015 et 2017 le projet ORVA2D (Organisation de la Valorisation des Déchets dans les pays en Développement). Une analyse des filières de déchets solides a été réalisée dans les villes de Lima, Antananarivo, Bogota, Delhi, Surabaya et Lomé.

En Amérique Latine, zone pionnière en termes d'intégration du secteur informel dans les filières de déchets municipales, l'analyse a été dirigée par Mathieu Durand.

OBJECTIFS

- Pour la municipalité : réduire la quantité de déchets à enfouir en favorisant la valorisation informelle.
- Pour les travailleurs informels : faire valoir leur droit au travail et faire reconnaître leur contribution.

POPULATION INFORMELLE CIBLÉE

À Bogota, les travailleurs informels de la filière de gestion des déchets sont majoritairement des immigrants ayant fui les conflits en zone rurale durant les années 1980-1990.

Pour lutter contre les discriminations auxquelles ils étaient confrontés dans la capitale, les acteurs informels se sont progressivement organisés, jusqu'à la création en 1993 de l'Association Nationale des Récupérateurs.

RÉSULTATS ET IMPACT

- En 2016, environ 95 % des travailleurs informels de Bogota étaient inscrits au « Registre Unique des Récupérateurs Organisés ».
- Environ 60 % des acteurs informels recensés ont réalisé les démarches pour être rémunéré.
- Près de 3000 chevaux ont été remis par 2891 récupérateurs.

ENSEIGNEMENTS CLÉS

- Il y a toujours une place pour l'informalité : plus le niveau de formalisation augmente (par exemple, lorsque les coopératives sont transformées en sociétés de service), plus de nouveaux travailleurs informels arrivent.
- Le modèle est aujourd'hui remis en cause par la crise du Venezuela : les flux migratoires entraînent l'arrivée de nouveaux acteurs informels qui concurrencent les acteurs établis.

ÉTAPE 1 - OBTENIR UNE RECONNAISSANCE JUDICIAIRE

En 2002, à la suite d'un appel d'offres destiné à choisir les prestataires de collecte des déchets, les travailleurs informels de Bogota ont attaqué la municipalité en justice considérant que les critères imposés les excluaient de facto, les privant ainsi de leur droit constitutionnel au travail.

Un long processus judiciaire (2003-2011) a abouti à une obligation de collaboration entre les prestataires de collecte de déchets et les acteurs informels.

ÉTAPE 2 - OBTENIR UNE RECONNAISSANCE JUDICIAIRE

Cette décision juridique a été mise en œuvre par le maire Gustavo Petro, élu en 2012, grâce à son programme « basura cero » (zéro déchet). Ce programme a donné lieu à :

1. Un recensement des acteurs informels : le « Registre Unique des Récupérateurs Organisés ».
2. Une politique de rémunération des acteurs informels au prorata des quantités de déchets détournées de l'enfouissement (25 €/tonne). Les acteurs informels peuvent faire peser leur collecte dans des centres de pesage agréés.
3. La fin de la traction animale des charrettes informelles : la municipalité a soutenu cette transition en proposant des financements en échange des chevaux utilisés.

ILLUSTRATION 11

SURE WE CAN (ÉTATS-UNIS)

Collaborer avec les pré-collecteurs informels à travers une association dédiée

CONTEXTE

Depuis 1983, les bouteilles en verre et cannettes de l'état de New York sont consignées.

Cela a conduit à l'émergence d'une économie informelle : les « canners » récupèrent ces déchets dans les rues et gagnent 5 centimes de dollar par bouteille / cannette (le montant de la consigne) + 3,5 centimes supplémentaires si un tri a été réalisé.

OBJECTIFS

L'association Sure We Can, a été fondée il y a plus de 10 ans, par des « canners » et pour des « canners ».

Initialement, un lieu a été aménagé pour entreposer les objets consignés avant que les entreprises qui en ont la charge viennent les récupérer. Au fil du temps, ce lieu a évolué et de nouvelles activités sont apparues (compostage, jardins, récupération d'eau de pluie, etc.). Il promeut aujourd'hui un développement urbain durable.

Le conseil d'administration est composé à 50 % de « canners » et à 50 % de volontaires.

SYSTÈME DE RÉMUNÉRATION

L'association Sure We Can rémunère quotidiennement les « canners » avec qui elle collabore, en fonction de la quantité de bouteilles et cannettes récoltées.

Pour l'association, cela représente un besoin en fonds de roulement très élevé car elle n'est payée par les entreprises qu'une fois le ramassage réalisé.

Ce modèle, bien que contraignant financièrement, s'adapte aux besoins journaliers des « canners ».

RÉSULTATS ET IMPACT

- Une communauté de 740 « canners ».
- 11 millions de bouteilles collectées en 2019.
- Des revenus cumulés pour les « canners » de \$656 000 en 2019, soit environ \$890 par « canner ».

DIFFICULTÉS RENCONTRÉES

L'association peine à engager davantage les « canners » pour sa gestion courante, pour deux raisons principales :

- Les « canners » travaillent souvent plus de 15h/jour et n'ont pas de temps à investir dans la communauté.
- Certains « canners » souhaitent rester « invisibles », notamment lorsqu'ils séjournent illégalement dans le pays.

« Nous rémunérons les « canners » (travailleurs informels new-yorkais ramassant les bouteilles consignées) au jour le jour, car ils ne peuvent pas attendre que la compagnie en charge des bouteilles passe les récupérer pour être payés. »

Christina Pastore,
Sure We Can



Photographie : M. Grignon

ILLUSTRATION 12

HASIRU DALA (INDE)

Soutenir les travailleurs informels dans la reconnaissance de leurs droits sociaux

DESCRIPTION

Créée en 2013, Hasiru Dala (qui signifie « la force verte ») est une association dont la mission est d'améliorer les moyens de subsistance et la qualité de vie des travailleurs informels du secteur des déchets. Elle les accompagne notamment dans la reconnaissance de leurs droits : droit à une identité officielle, accès à l'éducation (pour les collecteurs informels, autant que pour leurs enfants), à la santé, au logement, aux opportunités économiques ou à l'emploi.

LEVIER 1 : SOUTENIR L'OBTENTION DE « CARTES D'IDENTITÉ PROFESSIONNELLES »

En Inde, les travailleurs informels sont généralement issus des castes les plus marginalisées et ne bénéficient d'aucune forme d'identification. Lorsque Hasiru Dala commence à travailler dans une ville, leur première démarche consiste à convaincre le gouvernement local de délivrer des cartes d'identité aux travailleurs informels du secteur des déchets.

IMPACT

→ 10 437 travailleurs informels ont reçu des cartes d'identité professionnelles au Karnataka.

LEVIER 2 : FACILITER L'ACCÈS AUX PRESTATIONS SOCIALES POUR LES ACTEURS INFORMELS ET LEUR FAMILLE

Les acteurs informels ne connaissent généralement pas les programmes de prestations sociales auxquels ils ont droit. Hasiru Dala informe et aide les travailleurs informels à mener leurs demandes de prestations sociales.

IMPACT

→ 8 781 prestations sociales ont été débloquées.

« La reconnaissance et l'intégration des travailleurs informels est une première étape pour lutter contre leur marginalisation. Mais il y a toujours un long chemin à parcourir pour obtenir des meilleures conditions de travail, la sécurisation des moyens de subsistances, le respect, la dignité, la sécurité sociale etc. »

Rohini Malur, responsable de la communication chez Hasiru Dala

LEVIER 3 : DONNER ACCÈS À DE NOUVELLES COMPÉTENCES

Hasiru Dala organise des formations pour les acteurs informels leur permettant d'acquérir de nouvelles compétences, par exemple dans le domaine de la gestion des déchets. L'association accompagne également les enfants en décrochage vers un retour à l'école et la reprise d'études supérieures.

IMPACT

→ 272 enfants sont retournés à l'école.
→ 1 048 bourses d'étude ont été attribuées.

LEVIER 4 : FAIRE DE LA RECHERCHE ET DU PLAIDOYER AUPRÈS DES POLITIQUES

Pour convaincre les décideurs politiques, Hasiru Dala publie des études et rapports sur les enjeux des travailleurs informels du secteur des déchets.

IMPACT

Hasiru Dala a participé à l'écriture de Valuing Urban Waste, une étude visant à examiner les différentes politiques et règles qui régissent la gestion des déchets ainsi que l'implication des acteurs informels. En procédant à une analyse comparative des cadres politiques d'autres pays, l'étude vise à formuler des recommandations pour une politique de recyclage plus inclusive en Inde.



Photographie : M. Grignon

ILLUSTRATION 13

LE GREY ET LA MUNICIPALITÉ DE BRAZZAVILLE (CONGO-BRAZZAVILLE)

Proposer un modèle d'intégration sur la base d'autorisations à exercer

CONTEXTE

Dans le cadre du projet FILIPA (appui à la Filière Privée et Associative de la pré-collecte à Brazzaville), le GREY a accompagné la municipalité dans la structuration de la filière de pré-collecte, à travers la mise en place « d'autorisations à exercer ».

Ces autorisations permettent aux pré-collecteurs de légitimer leur activité auprès des ménages et d'accéder à des formations professionnalisantes.

OBJECTIFS

Renverser la perception négative des populations locales envers les pré-collecteurs informels : à Brazzaville, la stigmatisation des acteurs informels travaillant dans la filière déchets était particulièrement forte, au point que la plupart d'entre eux exerçaient leur activité en se cachant le visage afin de ne pas être reconnus.

PRINCIPES DE FONCTIONNEMENT

- Le système convient à tous : aucun pré-collecteur n'en est exclu.
- Les démarches administratives sont réduites : il suffit d'indiquer une identité et un lieu de pré-collecte pour rejoindre le programme.
- Le système ne désorganise pas le fonctionnement des pré-collecteurs : pas d'affectation de zones, pas de prix de service etc.

MODÈLE ÉCONOMIQUE

Pour obtenir leur autorisation, les pré-collecteurs paient entre 5000 et 15000 FCFA.

Cette somme est ensuite reversée à la cellule communale de coordination de la pré-collecte et sert notamment à financer l'impression des cartes d'autorisation.

RÉSULTATS ET IMPACT

70 % des pré-collecteurs informels connus (252) ont fait des démarches pour obtenir leur « autorisation à exercer ».

ÉTAPE 1 - MISE EN PLACE D'UN FONDS D'ÉQUIPEMENT

Le fonds d'équipement propose, sous réserve d'une contribution financière de la part du travailleur, différents kits incluant vaccins, tenues de travail, charrettes ou moto-bennes.

RÉSULTATS

Seulement 21 charrettes et 13 moto-bennes avaient été fournies. Les contreparties, souvent trop chères, ont été repensées et les tenues de travail ont été distribuées gratuitement. Cela a permis de booster la confiance envers le projet : à la suite de ce réajustement, de nouveaux acteurs informels ont fait leur demande d'autorisation à exercer pour intégrer le programme.

ÉTAPE 2 - RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

Les travailleurs ont bénéficié de formations sur les codes du monde professionnel (respect des horaires, courtoisie, entretien du matériel, etc.) et sur le développement des activités (amélioration de la performance, chiffre d'affaires, marketing, constitution d'une épargne etc.).

RÉSULTATS

- 292 acteurs informels (80 %) ont participé à au moins une formation.
- Seul un faible nombre d'acteurs ont réussi à développer leur activité (ex : développer une nouvelle base de clientèle), 83 % d'entre eux étant considérés d'un niveau trop faible par les chargés de formations.

ÉTAPE 3 - ORGANISATION D'OPÉRATIONS D'ASSAINISSEMENT

Par le biais de l'association de pré-collecte à laquelle ils appartiennent, les acteurs informels ont été encouragés à organiser des activités telles que l'éradication des dépôts sauvages. Cela contribue à améliorer leur image auprès des habitants du quartier, en rendant visible l'impact de leur activité (propreté de la ville), et leur donne accès à une nouvelle base de clientèle, les ménages ne pouvant plus utiliser ces dépôts sauvages.

RÉSULTATS

Pour un pré-collecteur, éradiquer un dépôt sauvage peut engendrer jusqu'à 75 nouveaux clients.

AGRÉER DES PME D'ACTEURS INFORMELS : UN PROJET DE LA MUNICIPALITÉ DU GRAND LOMÉ

Soutenue par l'AFD, la municipalité du Grand Lomé a restructuré la filière de collecte des déchets de la ville.

Cela a donné naissance à un système à deux vitesses :

en fonction de l'accessibilité de la zone, la collecte est faite par une entreprise privée contractualisée ou par une entreprise de pré-collecteurs agréée.

Les entreprises de pré-collecteurs se voient attribuer une zone sur laquelle ceux-ci font la collecte en porte-à-porte, en étant rémunérés directement par les ménages. Cela permet à la municipalité d'intégrer le secteur informel tout en régissant le fonctionnement du système de collecte.

Bonne pratique 6

Le modèle commercial : proposer des systèmes de rémunération conciliant attractivité et pérennité

RÉSOLURE L'ÉQUATION ÉCONOMIQUE DE COURT TERME PEUT S'AVÉRER DIFFICILE

Afin de créer l'adhésion des acteurs informels au projet, il faut répondre à leurs contraintes économiques. En effet, les systèmes financiers proposés doivent permettre, si possible, d'égaliser les conditions existantes, non seulement en termes de montant (prix pratiqués, etc.) et de type d'activité (types de déchets et les volumes collectés), mais aussi de conditions de paiement. Ainsi, la fréquence de paiement doit faire l'objet d'une attention particulière et ne doit pas baisser avec l'accompagnement.

L'une des difficultés tient souvent à pouvoir justement proposer des rémunérations similaires à celles qu'obtenaient les acteurs informels dans un système sans taxe ni cotisations.

PROPOSER DES SYSTÈMES DE RÉMUNÉRATION ATTRACTIFS ET PÉRENNES

À ce titre, il est nécessaire de créer des systèmes de rémunération plus innovants. Deux grands leviers sont possibles :

- La logique d'incentives sociaux, c'est-à-dire la mise en place d'avantages en nature à forte valeur (équipements de travail, type charrette, gants et veste de protection ; mais aussi des systèmes d'accès à la protection sociale).
- La logique d'accélération d'accès aux opportunités économiques : le développement de l'activité, via par exemple la mise en relation avec de nouveaux clients (dans le cas de pré-collecteurs).



Photographie : Ezra Acayan/AFD

LA LOGIQUE D'INCENTIVES SOCIAUX, UN FORT LEVIER DE FIDÉLISATION

Le développement d'avantages à forte valeur sociale ajoutée permet indirectement de créer non seulement un fort sentiment d'appartenance au projet mais surtout des éléments de rémunération complémentaire, dont l'équation coût-bénéfice est très vertueuse. Par exemple, des équipements de collecte aux couleurs de l'entreprise de collecte peuvent être mis à disposition, comme c'est le cas à Lagos où la start-up Nigérienne de collecte de déchets WeCyclers finance des tricycles pour les collecteurs (cf. photo ci-dessous).

Pour certains, cette mise à disposition d'avantages est au cœur de la stratégie de croissance, et fait l'objet d'un plan de fidélisation dédié (voir l'exemple de Mr. Green Africa en page suivante). Ainsi, les enjeux économiques et sociaux du projet de collecte des déchets convergent. Le plan de fidélité renforce la capacité de collecte du projet, tout en rémunérant les collecteurs à la fois financièrement et à travers des avantages à forte valeur sociale.

LES PRINCIPALES ATTENTES DES ACTEURS INFORMELS

À ces plans de fidélisation, peuvent être intégrés nombre de produits et services à forte valeur sociale, liés ou non à l'activité professionnelle des travailleurs informels. Pour autant, l'enjeu est également de proposer une sélection restreinte d'incentives (maximum 5 généralement), afin de garantir la bonne lisibilité du plan auprès des bénéficiaires.

Parmi les incentives potentiels, on pourra penser à :

- Équipements professionnels : gants, bottes, charriots de collecte, etc.

- Équipements ménagers : four, réfrigérateur, etc.
- Énergie : foyers améliorés, lampes solaires, combustible, etc.
- Éducation et formation professionnelle.
- Santé : assurance santé, accès aux soins, test de la vue et lunettes correctrices.
- Produits d'assurance : accident du travail, assurance auto, assurance-vie.
- Produits financiers : compte en banque, micro-crédit.

→ Voir cartographie détaillée en page 65

DES LOGIQUES DE FIDÉLISATION OU DE MISE À DISPOSITION

Deux logiques sont à articuler :

- Une logique de plan de fidélité fondée sur la performance : il s'agit d'établir des critères de performance qui permettent ensuite d'avoir une équation coût-bénéfice plus pérenne. Ces critères peuvent varier au regard des besoins du service : ils peuvent être de nature économique (volume de déchets), environnementale (type de déchets, respect des procédures environnementales) ou relatifs à la sécurité (port des équipements de sécurité).
- Une logique de mise à disposition sans condition : il s'agit ici, notamment pour les produits et services de base (assurance santé, etc.) de pouvoir les proposer sans condition aux travailleurs informels.

Les deux logiques sont complémentaires : un socle minimal peut être proposé sans condition puis un programme de fidélisation fondé sur la performance peut intégrer les produits et services les plus aspirationnels.



Photographie : Mélanie Grignon

ILLUSTRATION 14

MR. GREEN AFRICA (KENYA)

Lancer un programme de fidélité à fort impact social

DESCRIPTION

Mr. Green est une entreprise sociale kenyane qui œuvre pour la collecte et le recyclage des déchets plastiques à Nairobi, et plus récemment à Kisumu. Elle a assuré le recyclage de plus de 3 000 tonnes de déchets depuis son lancement en 2014.

Une fois collectée, par l'intermédiaire de pré-collecteurs informels, Mr. Green Africa transforme la matière recyclable en matière première recyclée et la réinjecte dans la chaîne d'approvisionnement des fabricants de plastique, leur permettant d'atteindre leurs objectifs d'économie circulaire et d'économiser sur le coût des matières premières. À ce titre, Mr. Green a notamment noué un partenariat avec Unilever.

COÛT

Le programme de fidélité est un modèle à l'équilibre : le coût des incitations sociales est directement financé par l'augmentation des performances des pré-collecteurs de déchets. Le modèle est donc pérenne, d'autant plus que la valeur perçue des incitations sociales est supérieure à leur valeur financière réelle.

OBJECTIFS POUR MR. GREEN

- Objectif économique : garantir la pérennité du modèle en sécurisant et augmentant les volumes de collecte.
- Objectif social : accompagner les travailleurs précaires hors de la pauvreté.

RÉSULTATS ET IMPACT

Le programme de fidélité, pré-testé en focus group puis testé en phase pilote, a permis un bond des performances des pré-collecteurs dès les premiers mois qui ont suivi le lancement :

- Évolution des revenus mensuels moyens des pré-collecteurs : +113 % (34 €, contre 16 € auparavant).
- Évolution des volumes collectés par mois par collecteur : +122 % (251 kg, contre 113 kg auparavant).
- Nombre de pré-collecteurs qui ont augmenté leurs revenus : 109.

POPULATION INFORMELLE CIBLÉE

Mr. Green Africa travaille en partenariat avec plus de 2 500 pré-collecteurs informels. Selon l'étude sociologique menée par Mr. Green en mai 2019, une vaste majorité d'entre eux sont des hommes entre 20 et 45 ans. Pour les trois quarts d'entre eux, la collecte de déchets est la seule source de revenus.

AXES D'AMÉLIORATION

L'enjeu pour Mr. Green est double :

- Passer à l'échelle : permettre l'accès aux bénéficiaires aux pré-collecteurs travaillant dans les centres de collecte non testés en phase pilote.
- Élargir l'offre de bénéfices sociaux, pour répondre aux multiples attentes des pré-collecteurs, tout en garantissant la bonne exécution du programme et la compétitivité du modèle.

ÉTAPE 1 - AUGMENTER LES PRIX D'ACHAT

Mr. Green Africa pratique des prix d'achat des plastiques relativement élevés, dans le but de rémunérer les pré-collecteurs de manière juste.

Pour autant, les prix du plastique dépendent largement des cours du pétrole, la marge de manœuvre dont dispose Mr. Green pour « jouer sur les prix » reste limitée.

ÉTAPE 2 - PROPOSER DES AVANTAGES À FORTE VALEUR SOCIALE

En 2019, Mr. Green lance son programme de fidélité à impact social qui permet aux pré-collecteurs les plus performants d'accéder à des bénéfices « à impact » (accès à de l'équipement de travail, aux soins, à l'éducation, etc.). Le principe est simple : pour chaque kilogramme de plastique apporté en kiosque de collecte, le pré-collecteur cumule un certain nombre de points de fidélité. À la fin du mois, il peut convertir ses points en un bénéfice, ou continuer à cumuler des points pour atteindre un bénéfice plus important.

Comment ce programme de fidélité a-t-il été mis en œuvre ? Mr. Green Africa a missionné le cabinet Archipel&Co qui a déployé une stratégie en 4 temps :

1. Mieux comprendre et prioriser les besoins des pré-collecteurs à travers des focus groups.
2. Rencontrer les fournisseurs de services et identifier les futurs partenaires du programme (organisme de santé, acteur de l'éducation, compagnie d'assurance, etc.).
3. Construire le modèle économique du programme de fidélité pour assurer son auto-financement.
4. Tester le modèle à travers un pilote sur quelques kiosques.



ILLUSTRATION 15

PLASTIC BANK (HAÏTI, PHILIPPINES, BRÉSIL ET INDONÉSIE)

Créer une monnaie plastique pour fidéliser les acteurs informels, tout en répondant à leurs besoins

DESCRIPTION

Plastic Bank est une ONG créée au Canada en 2013, dont la mission est de collecter les déchets plastiques à la source, afin d'éviter qu'ils ne polluent l'environnement et les océans.

Plastic Bank a installé des points de collecte des déchets à destination des collecteurs informels dans plusieurs pays. Les plastiques collectés sont ensuite recyclés et revendus sous le label « Social Plastic » à des entreprises industrielles partenaires, telles que SCJohnson, Henkel ou Aldi.

OBJECTIFS DE PLASTIC BANK

- Objectif social : permettre aux collecteurs d'augmenter leurs revenus et leurs conditions de vie.
- Objectif environnemental : diminuer la quantité de plastique polluant les océans chaque année.
- Objectif économique : garantir des volumes suffisant de collecte afin de pérenniser le modèle.

MODÈLE ÉCONOMIQUE

- Plastic Bank pratique des prix d'achat des plastiques plus élevés que les prix du marché.

- L'ONG a lancé une application mobile qui permet aux collecteurs de créer un compte bancaire et d'économiser l'argent gagné suite à la vente de déchets.
- Plastic Bank propose aux collecteurs d'échanger les déchets collectés contre de « l'argent plastique ».
- Ils peuvent échanger cet « argent plastique » contre des produits (nourritures, produits de nettoyage, médicaments etc.) ou des services (paiement des frais de scolarité des enfants, accès à des assurances sociales, etc.). Cela permet de répondre aux besoins sociaux des collecteurs et de leurs familles.

RÉSULTATS ET IMPACT

- L'organisation est présente à Haïti, au Brésil, aux Philippines et en Indonésie.
- Depuis le lancement de Plastic Bank en 2013, 14 000 tonnes de déchets plastiques ont été collectées.
- Plus de 21 000 collecteurs travaillent avec Plastic Bank.

PERSPECTIVES

L'organisation, en pleine croissance, développe son activité en s'installant en Thaïlande et au Vietnam et en Colombie.

LA MONÉTISATION DES DÉCHETS, UNE SOLUTION QUI ESSAIME

MONEDA VERTE

Initialement lancée au Costa Rica, Moneda verte est une application qui récompense ses utilisateurs lorsqu'ils adoptent des pratiques responsables : prendre le vélo, marcher, déposer les déchets triés en point de collecte, etc. Les utilisateurs gagnent de la « monnaie verte » qu'ils peuvent ensuite échanger contre des récompenses offertes par les partenaires du programme : pizzas, cours de yoga, réparation de lunettes de vue, kit de peinture, abonnements à une salle de sport, etc.

SEVANATHAN URBAN RESOURCE CENTER

Au Sri Lanka, dans le cadre du projet PHINLA, financé par la GIZ, des centres de récupération des déchets ont été inaugurés à l'été 2020. Les habitants des communautés environnantes peuvent y apporter leurs déchets, qui sont ensuite pesés et convertis en points. Une fois qu'ils ont cumulé 1 000 points, les habitants peuvent les échanger contre 1 000 roupies ou une récompense de valeur équivalente.

ECO PESA ET BANGLA-PESA

Lancé en 2010 au Kenya, le programme Eco-Pesa a pour objectif de démontrer que les monnaies alternatives peuvent être des outils efficaces pour promouvoir le développement local.

Dans le cadre de ce programme, les habitants gagnent des « Eco-Pesa » en échange de services rendus à la communauté, comme la participation à des journées de collecte des déchets.

Ces « Eco-Pesa » sont ensuite utilisables dans un réseau d'entreprises partenaires (kiosques de charbon de bois, coiffeurs, pharmacies, etc.) qui vont à leur tour échanger l'Eco-Pesa contre le shilling kenyan.

Le succès de ce programme a donné lieu au développement de la « Bangla-Pesa », une monnaie communautaire dont l'objectif est de favoriser et de stabiliser le commerce local, en palliant la volatilité monétaire du shilling kényan qui est à l'origine de périodes d'inflation ou de déflation.

Bonne pratique 7

Le modèle opérationnel : améliorer le service en digitalisant certaines opérations

LE DIGITAL : UN LEVIER D'OPTIMISATION DES OPÉRATIONS À DIFFÉRENTS NIVEAUX

Afin de créer l'adhésion des acteurs informels au projet,

Les pratiques des acteurs informels sont généralement l'aboutissement de logiques d'expérimentation et d'ajustement, souvent peu efficaces. Le digital est un levier d'optimisation de ces processus de gestion des déchets.

Le digital peut être mis à contribution dans différentes optiques :

- **Optimisation des flux (1)** entre les ménages et les centres de collecte et (2) entre les centres de collecte, de tri, de stockage et de valorisation, notamment en repensant l'itinéraire à parcourir pour collecter les déchets.
- **Réduction des asymétries d'information** : il s'agit notamment d'identifier les éventuelles difficultés liées au manque de visibilité des acteurs informels sur le cours des matières recyclées. Ce manque de connaissance réduit considérablement leur capacité de négociation des prix à la vente et fragilise encore leurs revenus. Les outils digitaux peuvent jouer le rôle de canal de communication désintermédié et en temps réel.
- **Amélioration des opérations**
 - o Optimiser les volumes collectés, en fluidifiant les processus.
 - o Optimiser le temps d'attente au niveau des producteurs de déchets et garantir la qualité du service.
 - o Optimiser les interactions entre les acteurs informels et la structure porteuse du projet.
- **Optimisation des assets** : mieux rentabiliser les infrastructures de gestion des déchets, via l'augmentation des volumes traités.

Quels objectifs ?

Quels impacts sur les travailleurs informels ?

À travers l'optimisation des processus de gestion des déchets, les travailleurs informels bénéficient également :

- **D'une amélioration de leurs conditions de travail** (durée, pénibilité).
- **D'une augmentation de leurs revenus.**



Photographie : Mélanie Grignon

LES CONDITIONS DE SUCCÈS : S'ADAPTER AUX USAGES DIGITAUX EXISTANTS

Il est indispensable de s'adapter aux pratiques existantes,

et de distinguer à cet égard l'accès de l'usage. L'enjeu est en effet de garantir autant la capacité à utiliser le digital que la motivation à y avoir recours.

ENJEU #1 : favoriser l'accès aux outils digitaux	ENJEU #2 : s'adapter aux usages digitaux des acteurs informels
<p>L'accès à ces outils peut être considéré selon 3 niveaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'accès aux outils numériques (téléphone, voire le plus souvent smartphone). Si le smartphone est rapidement devenu un objet statutaire, certaines populations en restent exclues et c'est souvent le cas des travailleurs du secteur des déchets, notamment les femmes. Or le smartphone peut être un outil de travail améliorant aussi la productivité dans le secteur des déchets. • L'accès au crédit (appels, SMS, données). Le coût des données limite souvent significativement l'utilisation des équipements (smartphone notamment). L'achat de données peut être un vrai coup de pouce pour favoriser les stratégies de digitalisation. • Le développement de compétences numériques (envoi de SMS, utilisation de WhatsApp, utilisation d'un moteur de recherche, etc.). Les compétences se centrent généralement sur l'utilisation du smartphone (vs. ordinateur) et de quelques applications clés (de messagerie – WhatsApp, Facebook, Viber – ou de loisirs – YouTube, TikTok, pour n'en citer que quelques-unes). 	<p>Pour renforcer l'usage dans un cadre professionnel, il est possible de jouer sur plusieurs paramètres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Repartir des usages existants : la phase de diagnostic (cf. bonne pratique #1) permet de comprendre les usages des acteurs informels. Cette compréhension doit servir de fil rouge dans le développement d'une solution digitale. • Ne pas démultiplier les canaux et applications, car il existe une vraie barrière à l'adoption de nouveaux usages. La création d'applications dédiées peut ainsi être plus difficile à mettre en œuvre que l'utilisation d'une plateforme existante (un canal WhatsApp par exemple). En cas de création d'outil, le nouvel usage doit être accompagné. • Soutenir l'accès au digital, grâce à des aides financières (pour l'achat d'un smartphone et/ou de données) et à des formations dédiées au numérique. • Protéger les équipements (téléphone, smartphone) : par leur activité professionnelle, les travailleurs du déchet mettent leurs équipements en risque (vol, casse). C'est une crainte à prendre en compte et à potentiellement assurer, même si peut sembler anecdotique.

Photographie : Didier Gentilhomme/AFD



ILLUSTRATION 16

COLIBA (CÔTE D'IVOIRE)

Développer une application qui réponde aux usages des pré-collecteurs

DESCRIPTION

Créée en 2017, Coliba est une entreprise sociale ivoirienne qui permet la mise en relation des producteurs de déchets (particuliers, restaurateurs et hôtels) avec des pré-collecteurs informels, via un système d'abonnement.

Les producteurs de déchet peuvent demander une collecte de déchets plastiques via l'application et gagner des points convertibles en récompenses (recharge téléphonique, ticket de concert, ticket-restaurant, coupon de réduction, etc.).

En parallèle, et pour compléter sa mission sociale, Coliba mène des campagnes de sensibilisation aux enjeux des déchets en milieu scolaire à Abidjan (interventions en classe et installation de boîtes de collecte de déchets plastique). L'ambition est de sensibiliser jusqu'à 300 000 enfants d'ici 2025.

Aujourd'hui, Coliba emploie 32 personnes, au siège et dans son usine de recyclage.

OBJECTIFS POUR COLIBA

- Objectif économique : développer une application qui permette d'optimiser les flux de collecte.
- Objectif social : mieux collaborer avec les acteurs informels, en tenant compte de leurs usages.

POPULATION INFORMELLE CIBLÉE

Aujourd'hui, Coliba collabore avec une cinquantaine de pré-collecteurs.

MODALITÉS D'ACTION

Le déploiement de l'application est passé par une double stratégie :

1. Nouer une relation de confiance avec les pré-collecteurs informels :
 - En ayant une compréhension fine de leurs fragilités et besoins.
 - En garantissant la fluidité des paiements.
2. S'adapter aux pratiques des pré-collecteurs informels
 - Genesis Ehimegbe, fondateur de Coliba, souligne : « Le plus important, c'est que nous arrivions à nous adapter au mode de fonctionnement des pré-collecteurs. Il faut qu'on soit irréfutable là-dessus. Ce qui compte pour eux, c'est par exemple la flexibilité des horaires de passage. ».
 - Les pré-collecteurs ont fait le choix de travailler en tant « qu'auto-entrepreneurs », plutôt que d'avoir un contrat formalisé, afin de garder plus de flexibilité.

PERSPECTIVES

Coliba souhaite accélérer la cadence d'ici 2022 :

- En attirant plus de pré-collecteurs et en les professionnalisant, via la mise à disposition d'équipements : l'ambition est de travailler avec près de 4 000 pré-collecteurs informels, soit 80 % des travailleurs informels de la ville.
- En installant des containers de collecte dans Abidjan (un objectif de 65 d'ici fin 2021).
- En investissant dans une nouvelle usine de recyclage, pour augmenter la capacité de 1 500 t à 10 000 t/an.
- En embauchant 200 personnes, réparties entre la nouvelle usine et les containers (accompagnement au paiement via mobile money et préparation du compactage pour envoi à l'usine).
- En testant le déploiement des activités dans d'autres pays de la sous-région (Sénégal, Cameroun, Nigeria et Ghana).



Photographie : Mélanie Grignon

Les craintes habituelles des travailleurs informels (traçabilité et visibilité de leurs activités vis-à-vis de l'administration fiscale) resurgissent assez fréquemment lorsqu'ils sont sondés sur leur souhait d'adopter des pratiques plus digitales. C'est un point à aborder avec eux en priorité afin de garantir l'appropriation du projet.

ILLUSTRATION 17

INCLUSIVE WASTE RECYCLING – IWRC (BRÉSIL)

Utiliser une plateforme de collaboration digitale pour favoriser l'intégration du secteur informel

DESCRIPTION

L'entreprise Johnson & Johnson, soucieuse d'intégrer plus de matière recyclée à ses produits, s'est intéressée à sa filière de recyclage au Brésil.

Dans ce cadre, elle a fait le constat que :

- 90% des matériaux recyclables sont issus de la filière informelle.
- Les pratiques des coopératives brésiliennes sont très éloignées du code du travail : pas de matériel de protection, travail infantile, consommation d'alcool au travail, etc.

Aussi, pour Johnson & Johnson, travailler directement avec les coopératives pour augmenter la part de matière recyclée dans les produits représentait un risque trop important.

GENÈSE DE IWRC

L'entreprise a donc lancé le projet Phénix dont l'objectif est d'aider les coopératives à améliorer les conditions de travail des acteurs informels (sécurité, santé, rémunération etc.), et de se faire certifier, afin de permettre à Johnson & Johnson de travailler avec elles.

En trois ans, trois coopératives ont ainsi été certifiées.

Suite à ce premier succès, le projet a évolué pour passer à l'échelle : l'entreprise Inclusive Waste Recycling est née.

Son rôle : déployer la solution en développant une plateforme de collaboration numérique capable de mettre en relation, d'une part, des coopératives de travailleurs

informels certifiées et, d'autre part, des entreprises désireuses d'augmenter la quantité de matière recyclée dans leurs produits, et cela de manière responsable.

MODÈLE ÉCONOMIQUE

- Les entreprises paient un coût d'entrée dans le programme, qui permet de financer la certification des coopératives qui intègrent la plateforme. Ce coût dépend des besoins en matière recyclable de l'entreprise.
- Les entreprises achètent ensuite les matières recyclables qu'elles souhaitent. Le coût est défini selon le modèle du commerce équitable : prix de base + coûts administratifs + prime pour les coopératives

RÉSULTATS ET IMPACT

- 54 coopératives certifiées.
- 2 000 acteurs informels formés.
- La certification des coopératives prend du temps (environ 1 an).

ENSEIGNEMENTS

- Ce modèle ne fonctionne qu'avec les entreprises désireuses et capables de payer une prime pour l'achat de matériaux recyclables responsables.

AXES D'AMÉLIORATION

iWrc et ses partenaires réfléchissent à un mécanisme qui permettrait de lisser l'offre par rapport à la demande, car les quantités de matériaux récupérées fluctuent beaucoup selon les mois.

ÉTAPE 1 - CERTIFIER LES COOPÉRATIVES

Pour accompagner les coopératives, iWrc s'appuie sur la norme SA 8000. Le processus de certification dure un an et se déroule en quatre étapes :

1. Un audit initial de 2 jours afin de cerner les problématiques auxquelles la coopérative fait face.
2. Une formation de 2 jours pour les acteurs informels de la coopérative qui seront en charge du projet.
3. Un accompagnement de 6 à 8 mois, afin de préparer la certification.
4. Un audit final permettant d'obtenir la certification.

LA NORME SA 8000 – RESPONSABILITÉ SOCIALE

La norme SA 8000 est une norme internationale de certification qui encourage les organisations à développer, maintenir et adopter des pratiques socialement acceptables en milieu professionnel.

ÉTAPE 2 - S'INSÉRER DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

iWrc se positionne entre les grandes entreprises souhaitant s'approvisionner sans risque en matière recyclable, et les coopératives de pré-collecte certifiées, afin de faire correspondre l'offre et la demande.

Pour cela, iWrc a développé une plateforme sur laquelle sont enregistrées toutes les coopératives certifiées, ainsi que les matériaux disponibles et les capacités mensuelles de collecte. Les entreprises se connectent à la plateforme et commandent la quantité de matériel nécessaire. iWrc achète les matériaux aux coopératives, puis travaille avec les agrégateurs de la chaîne d'approvisionnement pour assurer la logistique.

ILLUSTRATION 18

GREEN MINING (BRÉSIL)

Utiliser le digital pour optimiser la gestion des flux entre les lieux de production des déchets et les espaces de collecte

CONTEXTE

Dans le cadre des accords sectoriels de la politique nationale en matière des déchets solides (2010), le Brésil s'aligne sur le concept de pollueur-payeur : les entreprises doivent prouver le rappel effectif d'au moins 22 % des emballages qu'elles mettent sur le marché.

DESCRIPTION

Green Mining est une entreprise sociale brésilienne qui propose un service de récupération de déchets recyclables aux bars, restaurants et hôtels de São Paulo et Brasília.

OBJECTIFS

- Objectif économique : permettre aux entreprises de remplir leurs obligations légales.
- Objectif social : garantir de bonnes conditions de travail aux acteurs informels.

POPULATION INFORMELLE CIBLÉE

Pour réaliser la collecte, Green Mining emploie exclusivement d'anciens pré-collecteurs informels.

À São Paulo, en amont de leur embauche, ils ont suivi la formation « Recycler pour développer son pouvoir d'agir », une initiative de la municipalité de São Paulo de soutien à la formalisation des travailleurs informels.

RÉSULTATS ET IMPACT

- Entre 2018 et 2020, Green Mining a collecté plus de 1 800 tonnes de matériaux recyclables (PET, verre etc.).
- Green Mining embauche 25 pré-collecteurs à São Paulo et 2 pré-collecteurs à Brasília.

ENSEIGNEMENTS CLÉS

Le modèle de Green Mining est fortement conditionné à l'accès à des données de qualité. Ainsi, le partenariat avec Ambev est stratégique pour mieux connaître le marché du verre, car c'est un acteur majeur. Toutefois cela n'est pas toujours répliquable à d'autres industries ou d'autres pays.

PERSPECTIVES

En parallèle, l'entreprise Green Mining milite pour que le programme de soutien à la formalisation des travailleurs informels des déchets lancé par la municipalité de São Paulo intègre un meilleur accès aux soins de santé (notamment soins dentaires).

« Nos bases de données nous permettent d'identifier les lieux de consommation et notre algorithme permet de définir les trajets de collecte les plus efficaces pour nos collecteurs. **Rodrigo Oliveira, fondateur de Green Mining** »

ÉTAPE 1 - DÉFINIR L'EMPLACEMENT DES CENTRES INTERMÉDIAIRES DE STOCKAGE VIA L'ANALYSE DES DONNÉES DE PRODUCTION DES DÉCHETS

Pour collecter les déchets recyclables, Green Mining dispose de centres intermédiaires de stockage qui accueillent tous les matériaux récupérés aux environs, avant qu'ils ne soient transférés vers les centres de recyclage.

L'emplacement de ces centres de stockage est stratégique, car la distance parcourue par les collecteurs au quotidien pour les remplir en dépend largement.

Pour optimiser le choix des emplacements, Green Mining a noué un partenariat avec l'entreprise Ambev (première entreprise brésilienne de vente de boissons : 40 % du marché de boissons et 70 % du marché de la bière), afin d'avoir accès à ses données de vente.

Grâce à ces données, Green Mining a pu identifier les principaux lieux d'achats de produits Ambev, en déduisant donc les principaux lieux de production de déchets, et ainsi déterminer les emplacements à privilégier pour les centres de stockage.

ÉTAPE 2 - OPTIMISER LA ROUTE EMPRUNTÉE PAR LES COLLECTEURS

La plateforme lancée par Green Mining indique aux collecteurs le trajet optimal à parcourir pour collecter les déchets.

Cela leur permet de travailler dans une zone réduite de 2 km de diamètre.

Bonne pratique 8

Renforcer l'attractivité des métiers du déchet

DES TRAVAILLEURS STIGMATISÉS

Parce qu'ils exercent une activité communément considérée comme « sale », voire « dégradante », les travailleurs informels du secteur des déchets sont souvent victimes de discriminations. Cette image tend à mettre en péril la pérennité de leur activité : le travail du déchet est celui de ceux qui n'ont d'autre choix que de l'exercer. Il y a donc un enjeu fort à renverser cette image.

UNE DOUBLE STRATÉGIE POUR RENFORCER L'ATTRACTIVITÉ DE L'ACTIVITÉ

Deux stratégies, complémentaires et indissociables, permettent de mettre en lumière le travail des pré-collecteurs informels, et contribuent à changer leur image. Elles encouragent la prise en compte des acteurs informels par les différents partenaires du programme.

STRATÉGIE #1 : transformer l'image que les travailleurs des déchets ont d'eux-mêmes

Le renforcement de la confiance en soi des travailleurs informels passe par le renforcement de leur sentiment d'appartenance à une organisation reconnue et la valorisation de leur activité comme un levier d'intégration sociale, économique et professionnelle :

- **Renforcer les liens entre travailleurs informels**
 - o Animer la communauté des travailleurs, à travers des rencontres / événements communautaires ou via des outils digitaux (boucle WhatsApp, groupe Facebook).
 - o S'appuyer sur des « rôles modèles » : mettre à contribution les « influenceurs » et « pionniers » de la communauté, par exemple lors des sessions de formation, afin de valoriser leur parcours et savoir-faire auprès de leurs pairs et ainsi de favoriser l'adhésion.
 - o Mettre en place des mécanismes de tutorat entre travailleurs.
- **Accompagner leur professionnalisation**
 - o Accompagner le renforcement de leur statut social et professionnel : formalisation, régularisation, accès au droit, etc.
 - o Éditer un code de travail, visant autant à changer les comportements (attitude, ponctualité, propreté, gestion des conflits, apparence, etc.) qu'à légitimer leurs fonctions (port de l'uniforme, etc.).
 - o Proposer des formations, en mettant éventuellement en place des actions symboliques valorisantes (remises de diplômes par exemple).

STRATÉGIE #2 : transformer l'image que véhiculent ceux qui les stigmatisent

L'ambition est de mettre en lumière :

- L'importance de la bonne gestion des déchets à échelle locale.
- La valeur ajoutée générée par les travailleurs, informels ou non, afin d'éveiller les consciences sur les enjeux environnementaux et sociaux de la gestion des déchets.

Plusieurs modalités ont été développées par les organisations de soutien aux collecteurs de déchets. Par ordre croissant d'engagement des communautés locales :

- Des campagnes de communication et de sensibilisation à destination du grand public, sur les enjeux du recyclage, les gestes de tri, et le rôle clé joué par les acteurs informels dans la gestion des déchets.
- Des événements à l'échelle du quartier pour valoriser et promouvoir une meilleure gestion des déchets.
- Des projets socio-éducatifs immersifs dans les écoles, pour sensibiliser les plus jeunes (voir l'exemple de Coliba).
- Des initiatives de collecte à grande échelle, impliquant les riverains, sous forme d'événements et à forte valeur éducative. Il peut s'agir par exemple d'actions périodiques de nettoyage de l'espace public à l'échelle d'un quartier. Ce type d'initiative permet également de créer du lien et de la cohésion entre les habitants et les travailleurs du déchet et de mettre en lumière l'importance de leur activité. La logique des défis entre quartiers pour favoriser une dimension ludique peut être une bonne pratique.

LA COLLECTE DES DÉCHETS, UN LEVIER DE VALORISATION POUR LES PROFESSIONS LES PLUS POLLUANTES

Des démarches innovantes ont récemment inversé la tendance en utilisant les métiers du déchet comme levier de revalorisation de professions perçues par les populations comme les plus polluantes.

- C'est le cas notamment d'une expérimentation mise en place au Sénégal, qui vise à mettre à contribution

les chauffeurs de taxis dakarois dans la collecte de déchets plastiques en milieu urbain.

- C'est également la stratégie adoptée par la Terra Cycle Foundation qui cherche à embarquer les pêcheurs indonésiens dans la collecte de plastiques en mer.



Photographie : Mélanie Grignon

ILLUSTRATION 19

FONDATION AVINA (MEXIQUE)

Une campagne de communication grand public pour valoriser le rôle des travailleurs informels

La fondation Avina, d'origine latino-américaine, est présente dans 19 pays et soutient, depuis plus de 20 ans, plus de 4 000 organisations de travailleurs informels de la gestion des déchets.

SA VISION

Les travailleurs informels représentent une véritable ressource pour les municipalités.

SON POSITIONNEMENT

Elle joue le rôle d'intermédiaire en permettant aux gouvernements, aux entreprises, aux ONG et aux travailleurs informels d'échanger et de mettre en place un « recyclage inclusif ».

SA MÉTHODOLOGIE

Un processus collaboratif qui s'appuie sur cinq leviers :

1. Créer ensemble de la valeur sociale : la fondation coordonne LatitudR, une plateforme régionale pour l'articulation des actions, des investissements et des connaissances dans le domaine du recyclage inclusif.
2. Mobiliser autour d'une vision commune.
3. Aligner les parties prenantes.
4. Soutenir financièrement l'innovation (Avina soutient par exemple la start-up brésilienne Cataki).
5. Générer des changements systémiques de soutien à la formalisation des travailleurs informels.

RÉSULTATS ET IMPACT

- 1 383 participants de 23 pays ont participé au sommet régional du recyclage de l'Amérique latine en 2018.
- En 2018, 36 gouvernements nationaux et locaux ont reçu une assistance pour promouvoir le recyclage inclusif.
- 16 000 acteurs informels ont été intégrés aux systèmes de gestion des déchets dans 17 pays d'Amérique latine.

UNE CAMPAGNE DE COMMUNICATION À MEXICO

La Fondation Avina a développé des campagnes de communication auprès du grand public, en partenariat avec des grandes entreprises ou des gouvernements.

C'est par exemple le cas avec la ville de Mexico : la Fondation a lancé avec la municipalité une campagne

d'affichage dont l'objectif est de rendre les acteurs informels visibles. La campagne « Des yeux qui ne voient pas, un cœur qui ne recycle pas » est constituée de portraits de travailleurs informels et sera affichée dans tous les métros de la ville.



Photographie : Jorge Cardoso

ILLUSTRATION 20

TERRACYCLE THAI FOUNDATION (THAÏLANDE)

Sensibiliser et mobiliser les communautés autour des enjeux de la gestion des déchets

DESCRIPTION

La Fondation TerraCycle a été créée en 2018 grâce à une subvention de la Fondation PepsiCo.

Sa mission est de relever les défis complexes de la collecte et du recyclage des déchets dans les pays émergents, avec un focus sur les écosystèmes aquatiques.

OBJECTIFS

- Faire évoluer les comportements individuels afin de réduire la quantité de déchets en milieu aquatique.
- Valoriser la contribution environnementale des travailleurs des déchets pour renforcer l'attractivité du métier.

MODALITÉS D'ACTION

- Sensibiliser les communautés

La fondation organise des événements de sensibilisation, notamment à Bangkok, afin de valoriser et promouvoir une meilleure gestion des déchets.

En septembre 2020, la fondation a coorganisé l'évènement « Canal Cleanup Day » avec la commission européenne qui a permis de collecter plus d'une tonne de déchets dans les canaux.

- Mobiliser les communautés

En 2019, la TerraCycle Thai Foundation s'est associée à la société thaïlandaise Blue Carbon Society pour aider le gouvernement à installer des dispositifs de capture de déchets dans les rivières, en particulier à Lat Phrao.

Ces dispositifs s'accompagnent d'espaces de tri et de valorisation opérés par des employés issus de la communauté locale. En intégrant des acteurs de la communauté, la fondation souhaite renverser la perception liée au travail des déchets afin d'en faire une activité choisie.

RÉSULTATS ET IMPACT

- Plus de 5 tonnes de déchets sont collectées chaque semaine grâce aux dispositifs de capture.
- 8 personnes de la communauté ont été embauchées à Bangkok.

AXES D'AMÉLIORATION

S'appuyant sur un modèle économique philanthropique, l'expansion de la solution développée par TerraCycle Thai foundation est conditionnée par les dons qu'ils parviennent à récolter.



Photographie : Ezra Acayan/AFD

Bonne pratique 9

Soutenir l'accès à de nouvelles activités génératrices de revenus

L'intégration de tous les travailleurs informels à la filière de gestion des déchets n'est souvent pas envisageable techniquement et financièrement. La perte de revenu est souvent difficile à quantifier du fait de :

- La diversité des dynamiques professionnelles des acteurs informels : travail sur la décharge à « temps plein » ou « temps partiel ».
- L'opacité de leur activité : stratégies d'évitement vis-à-vis des organisations souhaitant mieux comprendre

leurs pratiques, par crainte de rendre visible le manque de légalité de leurs activités.

Cette perte d'accès à une activité génératrice de revenus, même illégale, nécessite un accompagnement à la reconversion vers d'autres horizons professionnels. Pour être fructueux, cet accompagnement doit remplir quatre conditions :

Condition #1 : se rapprocher d'acteurs du terrain

L'action menée auprès des travailleurs informels doit être en prise avec les réalités de leur quotidien. Elle nécessite une expertise et une finesse d'analyse souvent permise par la collaboration avec un acteur du terrain, par exemple une ONG. Son rôle sera de nouer le dialogue entre les acteurs du projet et les travailleurs informels. Le recours à cet intermédiaire peut être doublé d'une coopération avec les acteurs locaux de la formation et de l'insertion professionnelle.

Condition #2 : une reconversion à structurer à partir des attentes des travailleurs informels

La phase de diagnostic (cf. bonne pratique #1) constitue le point d'ancrage de la définition de la stratégie de reconversion, car elle permet une meilleure compréhension des situations individuelles et des opportunités professionnelles. Selon les contextes, il pourra être pertinent de :

- Mener l'équivalent d'un bilan de compétences : quelles compétences académiques et professionnelles les travailleurs informels ont-ils acquises ? Dans quelle mesure sont-elles valorisables ? Dans quels secteurs sont-elles recherchées ?
- Identifier les aspirations professionnelles des travailleurs informels : au-delà des métiers du secteur des déchets, quelles sont leurs ambitions professionnelles ? À quels prérequis font-elles appel ? Ont-ils par ailleurs d'autres activités à forte valeur ajoutée (professionnelle ou non) sur lesquelles capitaliser ?
- Recenser les opportunités professionnelles existantes ou à activer :
 - o L'identification des opportunités existantes peut notamment être facilitée par l'implication des partenaires du projet. À ce titre, la municipalité peut être un facteur clé de réembauche (ex : dans les services de propreté de la ville), tout comme un retour en milieu rural, et le développement d'activités agricoles.
 - o Par ailleurs, il est possible de faire émerger de nouvelles opportunités professionnelles (lancement d'activité de gardiennage, d'artisanat, etc.), à travers des mécanismes de soutien à l'entrepreneuriat (accompagnement à la structuration en micro-entreprise, facilitation d'accès au micro-crédit, etc.).
- Répondre aux besoins en formation professionnelle, afin d'accompagner les travailleurs ayant des possibilités de se reconverter.

Condition #3 : à court terme, tenir compte de l'équation économique des collecteurs

Les programmes de reconversion doivent être en mesure de s'adapter aux dynamiques économiques des acteurs informels, dont l'horizon financier est souvent limité à la semaine, voire à la journée pour les plus précaires.

Pour prendre en compte le temps long de la reconversion, il est nécessaire de mettre en place des mécanismes de dédommagement pendant la phase de transition afin de compenser la perte temporaire de revenus. Cela requiert la connaissance des revenus antérieurs au projet (cf. bonne pratique #1).

Condition #4 : des dynamiques nécessairement envisagées sur le long terme

Les projets de reconversion sont par nature complexes :

- Ils s'adressent à des publics précaires, qui, même s'ils sont habitués à s'adapter à des contextes évolutifs, n'ont souvent pas la capacité de transformer en profondeur leur mode de fonctionnement tant ils sont dépendants de leurs revenus au jour le jour.
- Leur manque de mobilité géographique rend également complexe leur mobilité professionnelle.
- Dans certains cas, la reconversion professionnelle (souvent synonyme d'ascension sociale) peut être vue comme un poids pour le ménage. En effet, un ménage dont les revenus augmentent est rapidement identifié comme capable de subvenir aux besoins financiers de la communauté : les logiques d'emprunt entre pairs sont largement répandues et reposent souvent sur quelques ménages plus aisés, pour lesquels cette responsabilité peut être difficile à assumer.

Cette complexité nécessite que l'accompagnement soit structuré sur le long terme : les investissements doivent couvrir autant la phase de transition que les premiers pas du travailleur au sein de son nouveau parcours professionnel.



Photographie : Melanie Grignon



ILLUSTRATION 21

FERMETURE DE DÉCHARGES ET PLANS DE RECONVERSION, TOGO ET ÉTHIOPIE

Soutenir la reconversion via des plans d'accompagnement, des résultats mitigés

CONTEXTE

Au Togo, l'AFD a soutenu le District Autonome du Grand Lomé (cf. illustration #3), afin de fermer la décharge d'Agoè-Nyivé, où travaillaient environ 60 récupérateurs. Le Plan Social d'Accompagnement a été rédigé par un consultant social local, puis mis en place par le District et l'ONG Entrepreneurs du Monde.

UN PLAN D'ACCOMPAGNEMENT À LA RECONVERSION MIS EN PLACE PAR LE DISTRICT ET L'ONG ENTREPRENEURS DU MONDE

PLAN D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Un consultant social local a été missionné afin d'évaluer les effets de la fermeture et de proposer des solutions alternatives d'accompagnement :

- Une indemnisation financière ponctuelle d'une valeur de quelques mois de salaire, pour soutenir les récupérateurs durant la phase de transition.
- Une possibilité de réembauche par la municipalité (via la liste de journaliers). Les récupérateurs ont eu la possibilité d'intégrer, pour un an, la liste de journaliers de la mairie.
- Un accompagnement individuel, mis en œuvre par Entrepreneurs du Monde pendant quatre ans, pour soutenir l'insertion socio-professionnelle des récupérateurs à travers trois parcours : l'entrepreneuriat, l'apprentissage et l'insertion professionnelle.

CONTEXTE

En Éthiopie, l'AFD a accompagné la fermeture de la décharge de Koshe Reppie à Addis Abeba, où plus de 600 récupérateurs travaillaient. Le plan d'accompagnement social a été rédigé par l'ONG Enda à partir de l'étude socio-économique, puis mis en place par la municipalité.

UN PLAN D'ACCOMPAGNEMENT DÉBATTU, LARGEMENT RÉDUIT, PARTIELLEMENT MIS EN ŒUVRE, PUIS FINALEMENT ABANDONNÉ

PLAN D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Sur la base de l'analyse socio-économique, Enda a proposé différentes mesures d'accompagnement :

- Structurer les acteurs informels en PME, en fonction de leurs centres d'intérêt. Plus de 50 % des récupérateurs interrogés ont exprimé le souhait d'évoluer professionnellement au sein d'un secteur porteur, soutenu par une entité administrative éthiopienne en charge du soutien des PME (construction, textile et habillement, etc.). Pour accompagner cette transition, Enda a proposé l'organisation de formations professionnelles.
- Fournir des emplois au sein des nouvelles infrastructures. Lors de l'étude, certains récupérateurs ont exprimé le souhait de rester dans le même domaine d'activité.

RÉSULTATS

- Les 66 récupérateurs ont reçu, début novembre 2020, une indemnité en compensation d'une perte de revenu.
- 6 récupérateurs ont été recrutés dans les effectifs de la commune (équipe de surveillance du site d'Agoè-Nyivé).
- Le plan d'accompagnement a donné lieu à la définition de 55 projets professionnels et plans d'accompagnement individuel formalisés à travers la signature de contrats d'engagement entre les bénéficiaires et l'ONG.
- 16 personnes ont fait le choix de se tourner vers l'apprentissage, et 38 personnes ont un projet d'entrepreneuriat.
- Les personnes particulièrement vulnérables (personnes âgées et mineurs), ont fait l'objet d'un suivi particulier.

ENSEIGNEMENTS CLÉS

- Le calendrier est clé dans le succès des plans d'accompagnement : celui-ci a été instauré relativement tard, alors que des travailleurs informels avaient déjà quitté la décharge, limitant de fait l'impact du programme.
- La mise en œuvre du plan d'accompagnement à la reconversion nécessite un engagement sur le long terme, il faut donc s'assurer que les partenaires soient en capacité de s'engager sur la durée ou, a minima, identifier de nouveaux partenaires au fil de l'avancement du plan.

RÉSULTATS

- 320 récupérateurs, dont 230 femmes et 90 hommes, ont bénéficié de formations en commerce, fabrication d'ouvrage métalliques, compostage, cuisine, etc.

ENSEIGNEMENTS CLÉS

- S'aligner sur l'ambition du plan d'accompagnement : le plan initial n'a pas suscité l'adhésion de l'ensemble des parties prenantes décisionnaires, notamment parce qu'elles n'accordaient pas la même importance à l'accompagnement des acteurs informels. Il a fallu plus de 2 ans pour qu'une version dégradée (avec uniquement les formations) ne soit acceptée.
- Composer avec un contexte politique complexe : en 2016, alors que la situation politique est tendue dans le pays, le nouveau CET devient un symbole de la pression du pouvoir central sur la région d'Oromia et des manifestations le prennent pour cible. Malgré les tentatives de conciliation, le CET n'a jamais rouvert. Entre temps, la décharge de Koche est maintenue, les travailleurs se désintéressent alors du projet de reconversion et abandonnent progressivement les formations proposées.

Bonne pratique 10

Proposer un accompagnement spécifique pour les populations les plus vulnérables

PERMETTRE AUX FEMMES DE DÉVELOPPER LEUR POUVOIR D'AGIR PROFESSIONNELLEMENT ET PERSONNELLEMENT

De manière générale, dans le secteur des déchets, les femmes se trouvent dans des situations de plus grande vulnérabilité que les hommes :

- Elles ont davantage de risque d'être victimes de violences.
- Elles sont rapidement exclues des meilleurs gisements de déchets.
- Elles n'ont que très rarement accès à des sanitaires adaptés.
- Etc.

Lutter contre ces fragilités est primordial, et passe par des mesures spécifiques :

- Un accompagnement professionnel dédié : formations, facilitation de l'accès aux positions de direction etc.
- Le développement du pouvoir d'agir : sensibilisation à un meilleur partage des tâches ménagères (avec l'ambition de dégager du temps aux femmes, afin qu'elles puissent se libérer en vue d'activités génératrices de revenus), accès à l'éducation, etc.

SOUTENIR LE TRAVAIL DES POPULATIONS MIGRANTES

Les populations migrantes qui sont entrées illégalement sur le territoire ne peuvent par définition pas prétendre

à des postes formels. Elles sont de ce fait surreprésentées dans le secteur informel, et notamment celui des déchets.

Le premier enjeu est donc d'accompagner leur régularisation.

Cependant, pour certains travailleurs immigrés, les logiques de migrations sont plus ponctuelles : ils se rendent sur une décharge quelques mois, le temps de récupérer suffisamment de matériaux valorisables, pour ensuite les revendre dans leur pays d'origine. Dans ce cas, les stratégies de prise en compte des acteurs informels sont plus complexes et doivent être intimement adaptées au contexte. Une solution peut être par exemple de mettre en œuvre des stratégies de plaidoyer afin de faire reconnaître leur travail.

ACCOMPAGNER LES ENFANTS DANS L'INTÉGRATION DU SYSTÈME SCOLAIRE ET ÉVITER LES DÉCROCHAGES

Le travail des enfants est relativement courant dans la gestion des déchets. Les solutions pour l'éradiquer sont variées mais lourdes en investissements :

- Incitations financières à scolariser les enfants.
- Services de garde.
- Accompagnement personnalisé des jeunes vers la reconversion.

Elles nécessitent de s'appuyer sur des organisations spécifiques, qui doivent être identifiées en amont.

GOUVERNANCE ET QUESTIONS DE GENRE

L'ONG Chintan India, souligne que la question du genre doit être abordée lors de l'accompagnement à la structuration des acteurs informels, par exemple, en imposant la parité dans les comités de direction des coopératives ou encore en créant des infrastructures qui répondent aux besoins des femmes (salle de repos, espace de tri adapté, etc.).

Sonia Dias, experte déchet de WIEGO souligne l'émergence des questions de genre dans les projets de gestion de déchets. Au Brésil, alors que les acteurs informels sont organisés depuis les années 1980, la question du

genre a fait surface durant les années 2010. Dans ce cadre, S. Dias a coordonné le projet « Genre et déchets » dont l'objectif était de mettre en lumière les multiples discriminations auxquelles les femmes travaillant dans la filière des déchets sont confrontées. Le projet a abouti sur la constitution :

- D'une boîte à outils d'éducation populaire aux sujets de genre
- D'une boîte à outils académique de sensibilisation aux questions de genre.

★ ILLUSTRATION 22

ENDA TIERS-MONDE (VIETNAM)

Apporter un soutien spécifique aux femmes pour favoriser leur épanouissement personnel et professionnel

DESCRIPTION

Enda Tiers-Monde est une organisation internationale fondée en 1972, possédant 14 antennes dans le monde.

Elle soutient notamment la structuration de la filière de gestion des déchets solides et accompagne la professionnalisation des pré-collecteurs informels.

POPULATION INFORMELLE CIBLÉE

Enda apporte un appui particulier aux femmes.

À Ho Chi Minh City, les pré-collecteurs informels travaillent pour la plupart en famille, et sont ainsi un peu moins vulnérables au risque de violence ou d'abus sur leur lieu de travail.

Pour autant, ce sont souvent elles qui prennent en charge l'ensemble des tâches domestiques en parallèle (gestion du foyer, des repas, éducation des enfants, etc.).

MODALITÉS D'ACTIONS

Pour soutenir les femmes travaillant dans le secteur informel, dont 85 % n'ont jamais terminé l'école primaire (contre 65 % pour les hommes), Enda Vietnam :

- Met en place des ateliers de sensibilisation à la répartition du travail domestique. L'objectif est de convaincre les femmes et leur mari qu'il est possible et même souhaitable de partager les tâches ménagères.
- Propose des formations (lecture, écriture, comptabilité, prise de parole en public etc.) pour renforcer le sentiment de légitimité des femmes.

RÉSULTATS ET IMPACT

35 % des familles accompagnées par Enda au Vietnam estiment avoir davantage partagé le travail domestique suite à la formation.

Photographie : Ezra Acayan/AFD



★ ILLUSTRATION 23

CHINTAN INDIA (INDE)

Financer et accompagner la scolarité des enfants, afin de lutter contre le travail infantile

CONTEXTE

Dans les villes indiennes, les enfants représentent près de 20 % du nombre total de collecteurs de déchets. Parmi eux, certains sont en très bas âge (moins de 4 ans). À Delhi par exemple, environ 15 000 enfants de moins de 14 ans travaillent comme collecteurs de déchets.

Il est rare que ces enfants aient accès à une éducation formelle :

- D'une part, parce que les revenus du ménage reposent aussi sur les revenus générés par les enfants.
- D'autre part, parce que souvent leurs parents ne sont eux-mêmes pas allés à l'école et connaissent mal les mécanismes pour les faire intégrer un établissement.
- Enfin, parce que les écoles sont des lieux où ces enfants sont particulièrement stigmatisés.

DESCRIPTION

Spécialisée dans le développement durable urbain, l'ONG Chintan s'intéresse aux enjeux liés à la gestion des déchets, et notamment aux problématiques des acteurs informels.

Chintan India accompagne les enfants afin qu'ils puissent :

- Se retirer progressivement de leur activité de pré-collecte des déchets, souvent dangereuse.
- S'inscrire et rester à l'école.
- Préparer leur parcours professionnel.

MODALITÉS D'ACTION

Malgré la dépendance forte des familles aux revenus générés par les enfants, Chintan India ne verse aucune contrepartie à celles-ci pour la scolarisation de leurs enfants.

L'ONG privilégie la sensibilisation des familles, afin qu'elles prennent conscience de l'importance de la scolarisation de leurs enfants.

En parallèle, afin de couvrir les besoins financiers des ménages à court terme, les adultes de ces familles peuvent intégrer d'autres projets de Chintan India, qui permettent d'augmenter leurs revenus, tels que le programme « de chiffonniers à managers », un projet de collecte à domicile, de tri et de recyclage.

RÉSULTATS ET IMPACT

- Chintan India gère 23 centres d'apprentissage dans 5 localités et accueille quotidiennement 1 300 enfants âgés de 4 à 14 ans pour une durée moyenne d'un an.
- Depuis 2003, plus de 5 000 enfants ont étudié dans les centres d'apprentissage de Chintan.
- Chintan India accompagne la scolarisation de 2 300 enfants, dont 65 % sont des filles.

ÉTAPE 1 - DES CENTRES D'APPRENTISSAGE POUR ACCOMPAGNER L'ALPHABÉTISATION DES ENFANTS ET LEUR INSCRIPTION À L'ÉCOLE

Pour faciliter l'intégration des enfants dans le système scolaire, Chintan India opère des centres d'apprentissage, où des cours de sciences, de mathématiques, d'art et de langues leur sont dispensés gratuitement toute la journée.

L'objectif est de permettre aux enfants d'acquérir les connaissances suffisantes pour l'école formelle. L'ONG propose également des bilans de santé et organise des événements, des rassemblements et des campagnes pour sensibiliser les parents et les enfants à la nutrition et à la propreté.

ÉTAPE 2 - UN SUIVI PERSONNALISÉ POUR LES INCITER À RESTER À L'ÉCOLE

Une fois que les enfants sont prêts à rejoindre l'école formelle, l'ONG prend en charge les frais de scolarité et propose aux enfants un suivi personnalisé (aides ponctuelles en anglais, en mathématiques, etc.), afin qu'ils réussissent au mieux leur scolarité.

Photographie : Mélanie Grignon



Boîte à outils

Un questionnaire pour comprendre la pluralité et la dynamique des acteurs informels

La liste de questions proposée ci-dessous doit être adaptée selon le contexte et les besoins de l'étude.

Il pourra parfois être nécessaire de reformuler les questions afin de s'assurer de leur bonne compréhension par le répondant et de la solidité des réponses apportées.

Ce questionnaire a vocation à être proposé à un échantillon représentatif de répondants (en termes d'âge, de profil, de pratiques), afin de minimiser les biais de l'étude.

PROFIL DU RÉPONDANT

- Êtes-vous : un homme une femme
- Quel âge avez-vous ?
- Êtes-vous marié ? oui non
- Combien d'enfants avez-vous à charge ?
- De quelles origines êtes-vous ?
Êtes-vous né ici ? oui non
- Quelle est/était la profession de vos parents ?
(on cherche ici à comprendre si le répondant est dans une logique de reproduction sociale vis-à-vis de ses parents)

CONDITIONS DE VIE ET ACCÈS AUX PRODUITS ESSENTIELS

- Dans quel type d'habitat vivez-vous ?
 Habitat informel (bidonville) Habitat formel (appartement, maison) Sans domicile
- À quel âge avez-vous arrêté l'école ?
- Savez-vous lire ? oui non
- Savez-vous écrire ? oui non *(Si un des objectifs de l'étude est de comprendre les besoins sociaux des travailleurs informels, dans le cadre par exemple de la définition d'un programme de fidélité à impact social, il pourra être pertinent de creuser leur connaissance des différents avantages sociaux : accès à l'assurance santé, accès à l'éducation, accès à de l'équipement professionnel, accès à l'énergie, etc. Nous développons ici l'exemple de l'accès aux soins.)*
- Lorsque vous ou quelqu'un de votre famille tombe malade, allez-vous vous faire soigner ? oui non
- Si oui, où ?
Quel est le montant moyen de vos dépenses de santé par mois ?
- Disposez-vous d'une assurance santé ? oui non
- Si oui, quels types de soins couvre-t-elle ?
- Quel montant payez-vous par mois pour cette assurance ?
- En êtes-vous satisfait ? oui non
- Pourquoi ?

ÉQUIPEMENT ET COMPÉTENCES DIGITALES

(Cette section sera particulièrement utile dans le cas où le programme de prise en charge des acteurs informels intègre une dimension digitale – le développement d'une application par exemple).

- Avez-vous un téléphone portable ? oui non
- Si oui, de quel type de téléphone s'agit-il ? téléphone basique smartphone
- Quel est le montant de vos dépenses en communication par semaine ?
Et en data ?
- Quels sont vos principaux usages de votre téléphone ?
 Appel / voix SMS WhatsApp Facebook Autre, précisez :

ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS

(Cette section permet notamment d'évaluer le poids de l'activité de gestion des déchets dans l'équilibre économique du ménage et donc d'estimer les freins à la reconversion).

- Depuis combien de temps travaillez-vous dans la gestion des déchets ?
- Est-ce une activité transitoire ou fixe ?
- Est-ce votre activité génératrice de revenu secondaire, principale ou unique ?
- Quel type d'activité menez-vous dans la gestion des déchets ?
 pré-collecte auprès des ménages récupération dans les rues récupération en décharge
 achat, stockage et revente de déchets transformation et valorisation de déchets
- Aujourd'hui, votre activité de gestion des déchets est menée de façon informelle. Est-ce votre choix ?
- Souhaiteriez-vous que cette activité soit formelle ?
Pourquoi ?
(Seulement si l'activité de gestion des déchets est secondaire ou principale)
- Dans la semaine, combien d'autres activités génératrices de revenus menez-vous en parallèle ?
- Quelles sont ces activités ?
- Parmi ces activités lesquelles menez-vous de façon officielle ?
- Et de façon informelle ?
- Parmi l'ensemble de vos activités génératrices de revenus, quel poids votre activité de gestion des déchets représente-t-elle, en termes de revenus ?
Et en termes de nombre d'heures passées à travailler par semaine ?
- Par rapport à vos autres activités génératrices de revenus, considérez-vous que l'activité de gestion des déchets est plus ou moins rentable ? plus ou moins épanouissante ?
- Souhaiteriez-vous dédier plus de temps par semaine à la gestion des déchets ? oui non
- Pourquoi ?

MODÈLE ÉCONOMIQUE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

(Cette section permet notamment d'évaluer la capacité de traitement des déchets des acteurs informels, afin d'anticiper au mieux le modèle de leur intégration au programme).

36. Quel(s) type(s) de déchets collectez / traitez-vous? Plastique Carton / papier Métal
 Déchets organiques Autres, précisez :
37. Quels sont vos équipements / outils de travail?
38. Par jour, combien d'heures travaillez-vous dans la gestion des déchets?
39. Quels sont vos horaires de travail?
40. Par jour, combien de kg de déchets collectez / traitez-vous?
41. À quelle fréquence achetez / revendez-vous les déchets?
42. Quel est le prix auquel vous achetez / revendez ces déchets?
43. Quel montant de revenus générez-vous par semaine via votre activité de gestion des déchets?
44. Considérez-vous que ces revenus sont suffisants pour faire vivre votre foyer? oui non
45. Si non, combien estimez-vous devoir gagner par semaine pour vivre confortablement?

ORGANISATION ET GOUVERNANCE

(Cette section permet notamment d'évaluer

- les freins à la prise en charge des acteurs informels : il est courant que la gestion informelle des déchets soit régie par des dynamiques de réseau fortes, voire par des « clans », qui peuvent être autant de freins à l'introduction de programmes de prise en charge des acteurs informels

- les dynamiques existantes sur lesquelles capitaliser pour accompagner la prise en charge des acteurs informels).

46. Menez-vous votre activité de gestion des déchets seul ou faites-vous partie d'une organisation (organisation familiale, coopérative, association, etc.)?
(Seulement si le répondant fait partie d'une organisation)
47. Cette organisation est-elle formelle ou informelle?
48. De quel type d'organisation s'agit-il? Une association Une coopérative Un syndicat Un réseau entre pairs

COMPÉTENCES ET APPÉTENCES PROFESSIONNELLES

49. Souhaitez-vous continuer à travailler dans le secteur des déchets dans les années à venir? oui non
50. Pourquoi?
- (Seulement si le répondant ne souhaite pas continuer à travailler dans le secteur des déchets)
51. Quelle serait la profession vers laquelle vous aimeriez vous diriger si vous en aviez l'opportunité?
.....
52. Pourquoi?
53. Êtes-vous en capacité de déménager pour mener cette nouvelle activité?
54. Seriez-vous prêt à entamer une formation professionnelle pour mener cette nouvelle activité?
.....

En fin d'entretien, ne pas oublier de remercier le répondant pour le temps qu'il a accepté de dédier à l'étude.

Il est d'usage de proposer une compensation financière raisonnable au répondant : celle-ci doit être équivalente aux revenus que le répondant aurait générés sur la durée de l'entretien s'il avait travaillé. L'enjeu est que cette compensation ne soit ni trop faible (pour éviter les frustrations), ni trop élevée (pour éviter les biais de réponse).

Annexe – Outil #2

Construire des personae, un outil de cartographie des acteurs informels du secteur des déchets

Une persona est une personne fictive dotée d'attributs et de caractéristiques sociales spécifiques, qui représente un groupe cible doté de ses propres intérêts à agir. C'est un archétype très utile, qui permet de mieux communiquer les enseignements issus de la phase de diagnostic et de faciliter ainsi la gestion du projet. Quatre personae sont présentés ici. Ils incarnent les différents métiers de la chaîne de valeur des déchets :

MESMIN BOMENT - PRÉ-COLLECTEUR



36 ANS | CÔTE D'IVOIRE
MARIÉ, 2 ENFANTS

Activités : pré-collecte de déchets et revente de ceux qui sont valorisables

« J'étais vigile dans une entreprise et je ne recevais pas ma paie de façon régulière. Je cherchais une autre activité et, sur les conseils d'un ami qui m'a parlé de la collecte des ordures ménagères, j'ai décidé de trouver un emploi dans ce domaine. »

JOURNÉE TYPE

Matin : collecte en porte-à-porte des déchets dans les immeubles et distinction entre déchets « vendables » et « non vendables ».

Une fois le bac plein : transporte les ordures au centre de collecte où se trouvent les bennes à ordures des entreprises en charge de la collecte des déchets. Rencontre des acheteurs de déchets récupérables (bouteilles, ferraille, plastiques, etc.)

Effectue environ 4 tours par jour

Avantages : Cadeaux de certains clients

Difficultés : Fatigue à cause des sacs-poubelles lourds à soulever, pluie, accusation de vols des clients

AMALLA PEREIRA - RÉCUPÉRATEUR



41 ANS | BRÉSIL
MARIÉE, 3 ENFANTS

Activités : collecte et revente de déchets en décharge

« J'ai commencé à travailler lorsque j'avais 7 ans, comme ma mère et ma grand-mère avant moi. Ce travail est une tradition de famille. Petite, je travaillais le matin aux côtés de ma mère et j'allais à l'école l'après-midi. »

JOURNÉE TYPE

Matin : collecte des déchets sur la décharge à ciel ouvert pour extraire les déchets « vendables »

Une fois les sacs pleins : transporte les matériaux recyclables jusqu'aux points de revente où se trouvent des agrégateurs (revendeurs) informels ou des entreprises privées de recyclage

Effectue des tours durant 6 à 12 heures par jour

Avantages : liberté de travailler pour soi, proximité des acheteurs

Difficultés : fatigue à cause des sacs-poubelles lourds à soulever, pluie, conditions de travail à la décharge

AHAAN SINGH - REVENDEUR



33 ANS | INDE
CONCUBINAGE, 2 ENFANTS

Activités : grossiste, achat de déchets à des pré-collecteurs pour revendre à ses clients (ex : aciéries)

« Je fais ça tant que ça paye bien, mais ce n'est pas une activité facile, il faut faire très attention à ce qu'on achète, car sinon on peut perdre de l'argent. »

JOURNÉE TYPE

Reçoit la visite de pré-collecteurs lui apportant des pièces ou se déplace lui-même pour vérifier la qualité des pièces qu'on lui propose

Effectue des **recherches pour comparer les prix de la ferraille** localement mais aussi dans les autres pays (recherche google notamment)

Organise ses ventes 2 à 3 fois par mois auprès de ses clients (location de voiture)

Avantages : activité plus rémunératrice dans le secteur des déchets, avec une base de clients réguliers

Difficultés : problématiques récurrentes de vol des matériaux de qualité, et/ou de retards/défauts de paiements par ses clients

PATRICK HARLEM - RECYCLEUR



35 ANS | SÉNÉGAL
NON MARIÉ, 4 ENFANTS

Activités : ramassage / revente (bijoux & vêtements), friperie

« Je me suis rendu un jour dans une décharge voir un ami. Là-bas, j'ai trouvé quelques chaussures que j'ai achetées à 3 000 FCFA. Je les ai lavées et revendues à 14 000 FCFA. J'ai donc vu le bénéfice que je pouvais tirer de la vente des objets triés de la décharge. »

JOURNÉE TYPE

Matin : va rencontrer les pré-collecteurs et leur acheter des déchets ou va lui-même récupérer des déchets sur la décharge

Après-midi : va dans les lieux où se trouvent les clients afin de procéder aux ventes

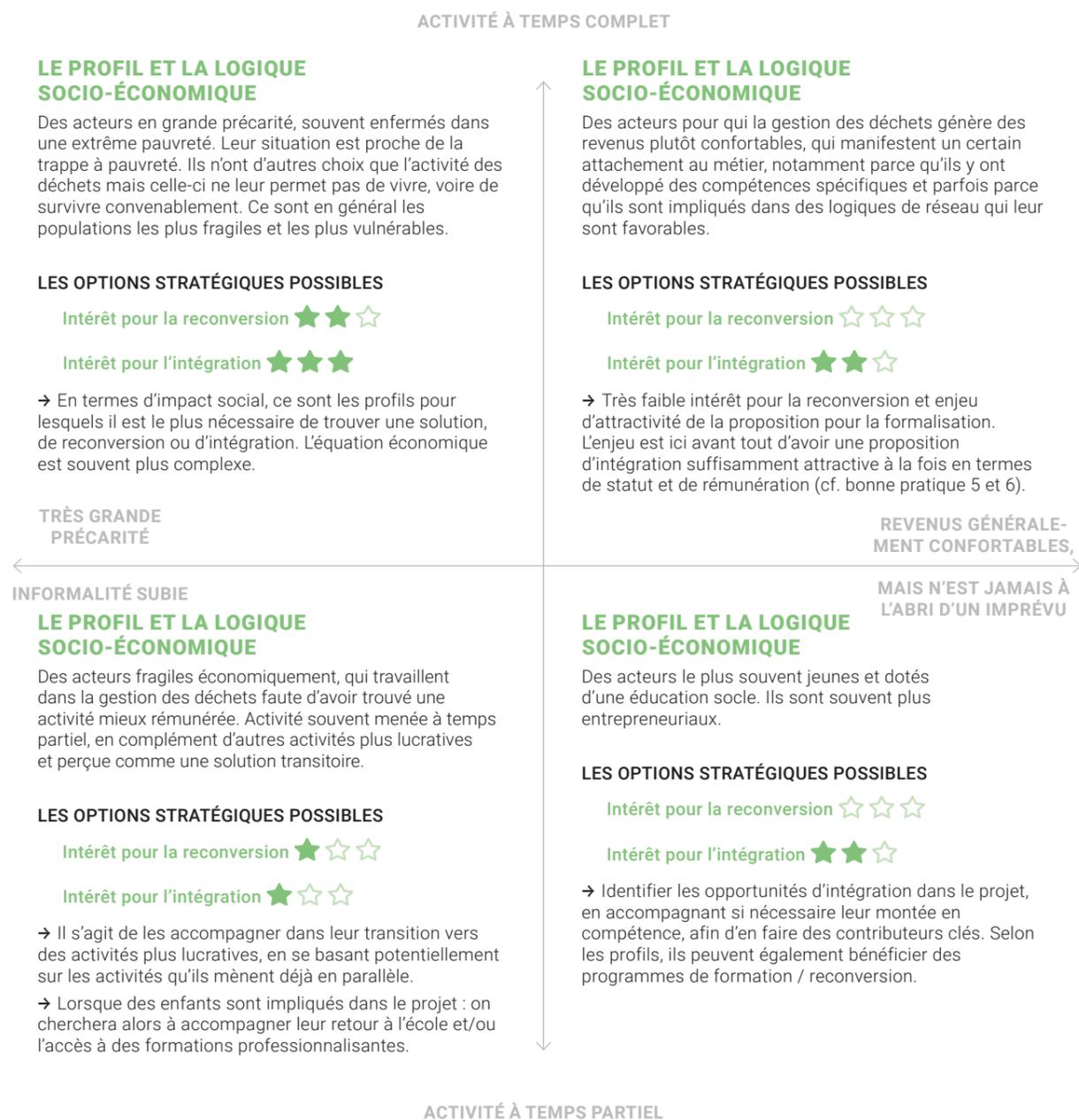
Fin d'après-midi : commence son autre activité

Avantages : rentabilité, liberté de travailler pour soi

Difficultés : pluie, conditions de travail à la décharge

Une cartographie des acteurs informels pour comprendre le champ des possibles

Pour comprendre et analyser le champ des possibles, il est utile de positionner les acteurs informels sur une matrice à 2 axes : leur niveau de précarité et le poids que représente l'activité de gestion des déchets dans leur quotidien. Cela permet d'arbitrer sur les stratégies à adopter vis-à-vis de chacun des profils rencontrés.



Une méthodologie pour interroger les acteurs informels sur leurs attentes prioritaires

L'identification des attentes prioritaires des acteurs informels passe par l'organisation de focus groups avec les publics bénéficiaires du programme. Ces focus groups doivent permettre de rencontrer a minima une vingtaine de personnes (5 à 7 personnes par focus group en moyenne), dont les profils (âge, sexe, etc.) doivent être représentatifs de la population d'ensemble. Chacun doit tenir en 1 h 30-2 h maximum (avec pauses), de façon à préserver la dynamique collective. Ci-dessous le déroulé type d'un focus group :

ÉTAPE 1 - MIEUX COMPRENDRE LE PARCOURS PERSONNEL ET PROFESSIONNEL DES PARTICIPANTS (30 MINUTES)

Exemple d'animation : poser une feuille verte « oui » et une feuille rouge « non » au milieu du cercle de participants.

Pour chaque question posée (Êtes-vous marié ? Avez-vous des enfants ? Le travail des déchets est-il la seule activité génératrice de revenus ? etc.), demander aux participants d'indiquer si la réponse est « oui » ou « non », en déposant chacun un objet sur la bonne réponse (un caillou, un crayon).

Pour construire la liste de questions, il est possible de s'inspirer du questionnaire présenté en page 63.



ÉTAPE 2 - IDENTIFIER LEURS PRÉFÉRENCES EN TERMES D'INCENTIVES SOCIAUX (30 MINUTES)

- Comprendre leur appétence pour un programme d'incentives sociales
- Comprendre leurs principales attentes afin de concevoir un programme d'incentives sociaux adapté
- Comprendre les raisons pour lesquelles ils ont choisi les incentives

Exemple d'animation : distribuer à chacun un jeu de cartes avec le logo des différentes incentives sociales proposées (assurance santé, accès à l'éducation, panier alimentaire, accès à l'énergie, etc.) et leur demander de sélectionner les 3 cartes qu'ils privilégient. Ils peuvent également proposer une carte s'ils pensent à un incentive qui n'est pas proposé dans le jeu.

Cela permet de rapidement prioriser les incentives privilégiés par les participants.

ÉTAPE 3 - MESURER LA CAPACITÉ ET LA VOLONTÉ DES PARTICIPANTS À COLLECTER DES DÉCHETS POUR ACCÉDER AUX INCENTIVES SOCIAUX (30 MINUTES)

- Identifier les facteurs qui influent sur leur capacité et leur volonté de collecter des déchets, et évaluer l'impact du futur programme d'incentives sociales sur la collecte
- Comprendre les pratiques digitales des collecteurs de déchets et évaluer la capacité à développer des incentives sociaux numériques

Water Clean drinking water, sanitation	Food School lunches	Household energy Electricity, solar products or other clean energy	Health and hygiene Eye care, PPE, screening and treatment, reproductive health services, soap, etc.	Trainings / education For yourself or for your children (digital, business, money management, etc.)	Micro-insurance Medical, funeral insurance, etc.
Banking services Micro-finance, savings, insurance, etc.	Clothing / equipment Protective gear, etc.	Tech hardware Computers, smartphones, etc.	Household devices Refrigerators, washing machines, etc.	Shelter Temporary housing, slum upgrading, etc.	Social / welfare Companionship, support, etc.

- Comme pour les entretiens individuels, en fin de focus group, ne pas oublier de remercier les participants pour le temps qu'ils ont accepté de dédier à l'étude.
- Il est d'usage de proposer une compensation financière raisonnable aux participants : celle-ci doit être équivalente aux revenus que le participant aurait générés sur la durée de l'entretien s'il avait travaillé. L'enjeu est que cette compensation ne soit ni trop faible (pour éviter les frustrations), ni trop élevée (pour éviter les biais de réponse).

Pour un monde en commun

Le groupe AFD contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. Composé de l'Agence française de développement (AFD), en charge du financement du secteur public et des ONG, de la recherche et de la formation sur le développement durable, de sa filiale Proparco, dédiée au financement du secteur privé, et bientôt d'Expertise France, agence de coopération technique, le Groupe finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.



 afd.fr

 [@AFD_France](https://twitter.com/AFD_France) |  facebook.com/AFDOfficiel |  [afd_france](https://instagram.com/afd_france)

5, rue Roland Barthes, 75 598 Paris Cedex 12 – France

Tel : +33 1 53 44 31 31